PALESTINE – SOLIDARITÉ
http://www.palestine-solidarite.org

Journal de Syrie

Manipulation de l'opinion

N° 14 du 18.09.2011

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal de Syrie" est visible sur les blogs :
http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/
http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/
b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com
c) sur le site de Robert Bibeau : http://www.robertbibeau.ca/palestine.html
d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_syriens.htm
NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire de la lutte pour la libération du territoire. :

Tiré à part :
1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos
-1 T. Slimani : Les chaînes instigatrices poursuivent leur sale besogne en incitant à armer les terroristes en Syrie.
1-2 Thierry Meyssan : Les journalistes qui pratiquent la propagande de guerre devront rendre des comptes.
1-3 Agence Sana : "Londres, tout à fait comme Damas".
1-4 La propagande médiatique en cours contre la Syrie est le résultat de la politique des Etats-Unis et du régime israélien dans la région.
1-5 Sergueï Lavrov : « Il faut stopper la campagne médiatique sauvage contre la Syrie ! ».
1-6 Guy Delorme, : Syrie-Iran : quand Le Figaro transforme ses rêves en prospective...
1-7 Pierre Marulaz : Les délires – et vœux pieux – géopolitiques du *'Monde'.*
2 Les brèves.
2-1 Le patriarche maronite libanais,Béchara Boutros Raï, défend Bachar Al Assad.
3 Dossier
. 3-1 Louis Denghien: l'ambassadeur américain obligé d'écourter son ingérence.
3-2 Guy Delorme : Pétrole : chronique d'un embargo annoncé.
4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage.
4-1 Chems Eddine Chitour : Face à la démocratie aéroportée : La Syrie dernier verrou avant l'Iran
4-2 Gilles Munier : Damas, Hama & Bachar sur le vif…
5 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion
5-1 Chems Eddine Chitour: « Les pays occidentaux veulent changer la carte du Moyen-Orient et la rendre favorable à Israël ».
5-2 Mireille Delamarre : Qui Au Moyen Orient Profiterait De La Chute D'Assad ?
5-3 Chatta : Mme Chaabane affirme que les événements en Syrie sont liés à des plans sionistes et occidentaux pour diviser les pays arabes.
5-4 Louis Denghien : L'ONU au service du NOE (Nouvel Ordre Mondial) ?
5-5 Louis Denghien : ONU : la mascarade continue !
6 Annexe
6-1 Mohamed Bouhamidi : Aggravation des menaces guerrières du capitalisme.
6-2 Aline de Diéguez : Quelle est la bonne distance pour comprendre les évènements de Syrie ?

1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue de l'auteur mais doit être vu comme information.

1-1 T. Slimani : Les chaînes instigatrices poursuivent leur sale besogne en incitant à armer les terroristes en Syrie.

Nombre de chaînes satellitaires se sont versé sans scrupule dans l'incitation crue contre la Syrie en prônant l'armement et le financement des groupes terroristes pour qu'ils intensifient leurs actes barbares et sauvages contre des citoyens et des forces de sécurité.

Ces appels ne se soucient guère des événements à l'intérieur de la Syrie, ni de ceux qui en est les promoteurs, n'ayant pour objectif que la réalisation des agendas étrangers visant à porter préjudice au rôle central de la Syrie et à ses positions appuyant les droits arabes et rejetant toutes sortes d'ingérence dans les affaires intérieures de la région.

En effet, l'on a constaté sur les écrans des chaînes tendancieuses comme al-Jazzera et al-Arabiya, en couvrant les événements de la journée en Syrie. Les rapports de ces chaînes se croisaient sur l'incitation à l'armement et au financement des terroristes, et appelaient ouvertement à l'intervention étrangère sous le chapitre VII, d'une manière reflétant un désespoir devant le retour au calme constaté les dernières semaines dans plusieurs régions du pays, à l'exception des actes des terroristes armés qui y sévissent encore.

Dans ce contexte, ces chaînes avaient employé des termes qui provoquent les sentiments et incitent au conflit et à l'émeute, et s'étaient servies de toute information ou nouvelle sans les valider pour réaliser ses buts.

L.A. / T. Slimani

03 Sept 2011

http://www.sana.sy/fra/338/2011/09/03/367196.htm

1-2 Thierry Meyssan : Les journalistes qui pratiquent la propagande de guerre devront rendre des comptes.

La propagande de guerre est entrée dans une phase nouvelle avec l'action coordonnées de chaînes de télévision satellitaires. CNN, France24, BBC et Al-Jazeera sont devenues des instruments d'intoxication pour diaboliser des gouvernements et justifier des agressions armées. Ces pratiques sont illégales en droit international et l'impunité de leurs auteurs doit cesser.

Le traitement actuel de l'information sur la Libye et la Syrie marque un tournant dans l'histoire de la propagande de guerre en ce qu'il utilise des moyens nouveaux qui ont pris l'opinion publique internationale par surprise.

Quatre puissances, les États-Unis, la France, le Royaume-Uni et le Qatar, ont joints leurs moyens techniques pour intoxiquer la « communauté internationale ». Il s'agit principalement des chaînes de télévision CNN (qui bien privée agit en coordination avec l'unité de Guerre psychologique du Pentagone), France24, BBC et Al-Jazeera.
Ces médias sont utilisés pour attribuer mensongèrement aux gouvernements libyen et syrien des crimes qu'ils n'ont pas commis, et pour couvrir les crimes commis par les services secrets des puissances précitées et par l'OTAN.

On se souvient du précédent à moindre échelle de 2002. Globovisión avait diffusé en direct des images d'une révolution populaire chassant le président élu Hugo Chávez et des images de militants chavistes tirant sur des manifestants d'opposition et les tuant. Cette mise en scène avait permis de masquer un coup d'État militaire orchestré depuis Washington avec l'aide de Madrid. Cependant, après qu'un authentique soulèvement populaire ait mis fin au putsch et ait rétabli le président élu, des enquêtes journalistiques et judiciaires ont démontré que la révolution filmée par Globovisión n'était qu'un trucage visuel, et que jamais les chavistes n'avaient tiré sur la foule, mais qu'ils avaient au contraire été victimes de snipers armés par la CIA.
Il en est de même aujourd'hui, mais avec un consortium de chaînes satellitaires. Celles-ci diffusent des images d'événements inexistants en Libye et en Syrie. Elles cherchent à faire accroire que la majorité des Libyens et des Syriens veulent renverser leurs institutions politiques et que Mouammar Kadhafi et Bachar el-Assad massacrent leur propre peuple. Sur le fondement de ces intoxication l'OTAN a attaqué la Libye et s'apprête à détruire à agresser la Syrie.
Or, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, l'Assemblée générale des Nations Unies a par quatre fois légiféré pour interdire et condamner ce type de pratique.
La Résolution 110, du 3 novembre 1947, relative aux « *mesures à prendre contre la propagande en faveur d'une nouvelle guerre et contre ceux qui y incitent* », sanctionne « *la propagande de nature à provoquer ou à encourager toute menace à la paix, rupture de la paix, ou tout acte d'agression* ».
La Résolution 381, du 17 novembre 1950, consolide cette condamnation en condamnant la censure des informations contradictoires comme partie intégrante de la propagande contre la paix.
Enfin, la Résolution 819, du 11 décembre 1954, sur « *la suppression des obstacles au libre échange des informations et des idées* », pose la responsabilité des gouvernements à supprimer les obstacles qui entravent le libre-échange des informations et des idées.
Ce faisant, l'Assemblée générale a élaboré sa propre doctrine en matière de liberté d'expression : elle a condamné les mensonges qui conduisent à la guerre et a érigé la libre-circulation des informations et des idées et le débat critique en armes au service de paix.
Le verbe, et plus encore l'image, peuvent être utilisées pour préparer les pires crimes. En l'occurrence, les intoxications de CNN, France24, BBC et Al-Jazeera constituent des « *crimes contre la paix* ». Ils doivent être considérés comme plus graves encore que les crimes de guerre et crimes contre l'humanité actuellement commis par l'OTAN en Libye et par les services secrets occidentaux en Syrie en ce qu'ils les précédent et les rendent possibles.
Les journalistes qui pratiquent la propagande de guerre doivent être jugés par la Justice internationale.
Thierry Meyssan
14 août 2011
http://www.voltairenet.org/Les-journalistes-qui-pratiquent-la

---

1-3 Agence Sana : "Londres, tout à fait comme Damas".

Le journaliste italien, Matthew Bernabei, a critiqué le double critère de la communauté internationale et la campagne de mensonges des mass médias, dans le traitement des événements, en Syrie, et ceux au Royaume Uni. Dans une analyse, publiée, par le quotidien "Rinascita", le journaliste Bernabei a évoqué les mesures adoptées par le gouvernement britannique et les déclarations de son Premier ministre, David Cameron, qui n'avait pas hésité à lancer que son pays ne laissera pas triompher la culture de la peur et qu'il fera descendre l'armée, dans les rues, "pour protéger les Britanniques et les biens publics". Bernabei s'est demandé quelle serait la réaction de Cameron, qui avait lancé, il n'y a pas longtemps, des déclarations soutenant les manifestations, en Syrie, si les manifestants avaient pris d'assaut des stocks d'armes et utilisé ces armes, dans les villes britanniques. "Nous sommes devant deux cas similaires, avec lesquels, la communauté internationale traite, d'une manière absolument différente, se solidarisant, d'un côté, avec Cameron, et s'en prend, de l'autre, aux déclarations du gouvernement syrien, sur la non permission aux groupes armés de jouer avec la sécurité des citoyens", a écrit le journaliste, s'indignant du fait que la majorité des dirigeants du monde était d'accord avec Cameron, quand il disait que les manifestants, dans son pays, ne représentent pas la majorité des Britanniques, "alors que la communauté internationale avait parlé de sanctions économiques et d'autres mesures, à l'encontre de la Syrie, quand elle avait parlé des manifestants, bien qu'elle avait démontré, photos à l'appui, l'existence, parmi eux, de groupes armés extrémistes, qu'il fallait confronter. Le journaliste Bernabei a fait remarquer que ce qui se passe, en Syrie, est une campagne internationale combinée, visant à mettre fin à l'indépendance de la Syrie, qui refuse toujours de se plier, devant les diktats de Washington et de ses alliés. Il a souligné que les faits montés contre la Syrie commençaient à se dévoiler, notamment, les images de bébés décédés, qu'on prétendait être, en Syrie, alors qu'elles étaient prises dans l'une des cliniques d'Alexandrie, et la nouvelle sur le décès présumé de l'ex-ministre syrien de la défense, qui est apparu à la télévision, "après sa mort".
Agence Sana
13/08/2011
IRIB

1-4 La propagande médiatique en cours contre la Syrie est le résultat de la politique des Etats-Unis et du régime israélien dans la région.

L'agitation continue contre le gouvernement du président Bachar Al-Assad en Syrie est le résultat de la politique des Etats-Unis, du régime israélien et de leurs alliés dans la région, a déclaré Ahmad Mohd Kazmi.
"Le déplacement de l'ambassadeur américain dans des villes syriennes a eu pour conséquence de provoquer et d'encourager les manifestants et les éléments anti gouvernementaux", a déclaré le journaliste indien dans un article transmis à l'Irna.
Ahmad Mohd Kazmi qui s'est rendu récemment en Syrie, a témoigné de la conjoncture actuelle.
"Les développements en Syrie sont surveillés par la communauté internationale avec beaucoup d'appréhension et d'angoisse.
Les adversaires du président Bachar al-Assad ont appelé non seulement à des réformes politiques, mais à la chute du régime.
Le journaliste indien, qui faisait partie d'une équipe de plus de 150 journalistes et observateurs politiques à travers le monde, s'est rendu en Syrie et a déclaré que lors de cette visite de quatre jours, les journalistes ont été pris dans la ville d' Hama, foyer de la récente lutte et des manifestations contre le président syrien.
Il a souligné que la situation a été exagérée par les médias occidentaux et arabes, y compris par les chaines de télévision CNN, BBC, Al-Jazira et Al-Arabia chaînes de télévision.
Les invités ont également été prises pour le canal où les cadavres des officiers de police ont été jetés par des assaillants armés.
Lors de sa visite à Hama, un petit groupe de jeunes hommes a déclaré aux journalistes que les groupes rebelles armés de fusils, de couteaux et de cocktails Molotov avaient pris le contrôle d'une grande partie de la ville.
Les citoyens locaux ont été contraints de rester cloitrés dans leur maison par les activistes et des snipers ont tiré sur les gens qui s'aventuraient au dehors.
Téhéran.Irna.
05 Septembre 2011.
http://www2.irna.ir/fr/news/view/line-96/1109053954095953.htm

---

1-5 Sergueï Lavrov : « Il faut stopper la campagne médiatique sauvage contre la Syrie ! ».

Sergueï Lavrov, ministre russe des Affaires étrangères, a récemment déclaré que le Président syrien Bachar al-Assad propose des « réformes parfaitement réelles », mais que la communauté internationale ne les prend pas au sérieux et « refuse même d'examiner ces réformes, certes tardives, mais parfaitement réelles ».
La communauté internationale encourage l'opposition syrienne à boycotter les appels au dialogue.
« Au Yémen, théâtre d'un violent conflit armé, tous les membres de la communauté internationale cherchent à promouvoir un compromis entre les autorités et l'opposition, tandis qu'en Syrie, certains pays influents incitent l'opposition à boycotter les appels au dialogue », a indiqué le ministre russe des Affaires étrangères, lors d'une intervention devant les professeurs et les étudiants de l'Institut d'État des relations internationales de Moscou.
Par ailleurs, Anatoly Torkunov, président de cet institut, a fait remarquer que ceux qui se disent « manifestants pacifiques en Syrie », manipulent les armes de manière très professionnelle, estimant qu'ils sont soutenus financièrement, logistiquement et médiatiquement par des forces étrangères.
Dans un entretien accordé à la télévision syrienne, M. Torkunov a appelé à mettre un terme à « la campagne médiatique sauvage » dirigée contre la Syrie, ainsi qu'aux ingérences étrangères dans ses affaires intérieures. Et il ajoute : « Ceux qui sont à l'origine des événements en Syrie, ont pour objectif d'affaiblir la Russie et de la priver de son plus proche allié au Moyen-Orient, la Syrie ».
Le président de l'Institut d'État des relations internationales de Moscou a déploré l'existence des plans agressifs américains et israéliens, visant à porter atteinte à la souveraineté des pays de la région. « L'agression de l'OTAN contre la Libye a révélé que le droit international n'a plus aucune influence. La force reste le seul moyen pour se défendre », a-t-il conclu.
10/09/2011
Irna

1-6 Guy Delorme, : Syrie-Iran : quand Le Figaro transforme ses rêves en prospective...

Parmi le flot – encore – ininterrompu de dépêches et articles relatifs à la Syrie, on a pu en remarquer, au début de cette semaine, qui faisaient état d'un refroidissement entre Damas et Téhéran. Il y avait eu notamment un papier – ou plutôt un tract – d'Alain Franchon dans *Le Monde* (*voir notre article « **Les délires – et voeux pieux – géopolitiques du Monde**« , mis en ligne le 8 septembre*).
Attachons nous cette fois à l'article du *Figaro.fr* mis en ligne le lundi 12 septembre et intitulé « ***Téhéran durcit le ton avec Damas***« .
Cet article, signé de Delphine Minoui, correspondante du quotidien atlantiste au Proche-Orient, débute d'emblée par un (pieux) mensonge : « *La révolte contre Bachar al-Assad refuse de s'essouffler*« . Article qui prend la relève, en quelque sorte, d'un autre article du *Figaro* du 29 août brodant sur le même sujet, et signé cette fois du journaliste « otanesque'

Georges Malbrunot, dont nous avons déjà eu l'occasion de vanter ici l'honnêteté intellectuelle (*voir notre article « **Georges Malbrunot, la voix de ses – nombreux – maîtres**« , mis en ligne le 25 août*).
La révolte contre Bachar « *refuse de s'essouffler* » ? Nous, nous avons plutôt le sentiment, en l'espèce, que c'est le *Figaro* qui refuse de voir s'effondrer son rêve géopolitique d'une subversion de la Syrie.
Mais venons-en au vif du sujet et de la désinformation « figaresque ». Le grand quotidien sarkozyste et sa correspondante sollicitent, ou même triturent, les propos tenus vendredi 8 septembre sur la télévision portugaise par Mahmoud Ahmadinejad. Le n°1 iranien, évoquant la situation en Syrie, dit que la répression « *n'est jamais la bonne solution* » et il renouvelle son appel au « *dialogue* » entre le pouvoir et son opposition. C'est tout, mais il n'en faut pas plus à notre géostratège Delphine Minoui pour broder sur le « *changement de ton* » historique du pouvoir iranien à l'egard de Bachar al-Assad. Et la journaliste de lier ce changement d'attitude à la visite récente à Téhéran de l'émir du Qatar, lequel se serait efforcé de convaincre la direction iranienne de lâcher Bachar, quitte à leur prodiguer les plus fermes assurances sur l'iranophilie – et l'israélophobie ? – du futur gouvernement issu de l'opposition.
Essayons d'être sérieux. On est en plein dans ce que les Anglo-saxons appellent le « wishful thinking » – le voeu pieux en français . Ou dans un exercice de « géopolitique-fiction » : **qui peut sérieusement croire que l'Iran va sacrifier son plus sûr allié dans la région aux belles promesses d'un monarque aussi inféodé que son collègue saoudien à Washington ?** Du « patron » en quelque sorte, d'*al-Jazeera* qui, entre autres nombreux mensonges, racontait que des pasdaran iraniens venaient, depuis les toits des villes syriennes, faire le coup de feu sur les manifestants anti-Bachar ? Mais le *Figaro* et ses collègues interchangeables de la grande presse française aimeraient tellement donner un début de vraie consistance à leur fable de l' »*isolement croissant* » du régime de Damas ! Ce sont les mêmes qui voyaient, quelques semaines plus tôt, une preuve décisive de cet « *isolement croissant* » dans le fait que l'Arabie Saoudite, le Koweit et on ne sait plus quelle pétro-monarchie, condamnaient la répression du régime et appelaient à des changements radicaux. Alors que ces monarchies sont dans la main de Washington depuis toujours.
Ahmadinejad prône le dialogue en Syrie ? Medvedev et Poutine aussi, et ce n'est pas demain qu'ils abandonneront la Syrie à la subversion américano-saoudienne ! Tous les amis de la Syrie « *telle qu'elle est* » – pour reprendre la formulation de Jacques Vergès dans un entretien accordé à notre site (*voir notre article « **J. Vergès : « En Syrie, il faut défendre l'Etat actuel !**« , mis en ligne le 10 juin*) espèrent sincèrement l'instauration d'un vrai dialogue entre le pouvoir et l'opposition raisonnable, responsable et patriotique – ce qui exclut de fait, c'est vrai, outre les radicaux islamistes, nombre de cyber-dissidents occidentalisés jusqu'au trognon. Et tous espèrent que Bachar pourra imposer des réformes significatives, malgré la pression, diplomatique, médiatique et économique que font peser sur lui les Etats-Unis et les Européens atlantisés.
Démenti sans ambiguité du principal intéressé
De toute façon, Téhéran n'a pas laissé beaucoup de temps à la « géopolitique onirique » du *Figaro* pour s'épanouir. Ce même 12 septembre, le service de presse de la présidence iranienne réfutait les déclarations attribuées au président Ahmadinejad relayées par le *Figaro* et consorts, soulignant que celles-ci « *se contredisent avec la position de l'Iran à l'égard de la Syrie et sont dénuées de tout fondement.* » Et le bureau de presse de rappeler que le n°1 iranien avait au contraire réaffirmé au cours de cet entretien la position « *invariable* » de son pays sur les événements de Syrie.
Les propos d'Ahmadinejad cités – ou plus exactement sur-interprétés – par le *Figaro*, sur la nécessité d'un dialogue intersyrien, ont été tenus lors d'une rencontre avec des journaliste koweitiens. Le communiqué du bureau de presse présidentiel iranien stigmatise en conséquence ce qu'il appelle le « *plan hostile* » des « *médias sionistes et occidentaux*« qui ont « *déformé les déclarations de principe* » du président iranien dans le but de « *scinder l'axe de la résistance* » (*Hamas-Hezbollah-Syrie-Iran, Ndlr*).
Cette terminologie combattante pourra choquer les lecteurs du *Figaro*. Pourtant, pour peu qu'ils réfléchissent un peu, ces mêmes lecteurs devront convenir que leur journal est, incontestablement, de sensibilité « s*ioniste occidentale*« , qu'il a en l'espèce « *déformé* » ou sollicité les propos d'Ahmadinejad, ce effectivement dans le but d'introduire un coin entre Téhéran et Damas. Bref, pas d' »air de la calomnie » contre ce Figaro-là !
Guy Delorme,
le 14 septembre 2011
http://www.infosyrie.fr/decryptage/syrie-iran-quand-le-figaro-transforme-ses-reves-en-prospective-2/

1-7 Pierre Marulaz : Les délires – et vœux pieux – géopolitiques du *'Monde'*.

C'est à un véritable exercice d'autosuggestion géopolitique que vient de se livrer le journaliste Alain Franchon sur le site du quotidien *Le Monde*. Intitulé « *La Syrie sème la zizanie au Proche-Orient*« , son article – mis en ligne le 8 septembre – brode – c'est le cas de le dire – sur l' »*isolement croissant* » du régime syrien, véritable tarte à la crème que se refilent les analystes et journalistes d'obédience euro-atlantiste. Crème quelque peu tournée, alors que la Syrie peut compter de façon réaffirmée et officielle sur le soutien de la Russie, de la Chine, du Brésil, de l'Inde, de l'Afrique du Sud, de l'Iran, du Liban, de l'Irak, de plusieurs pays latino-américains (*voir, entre autres, notre article « La Syrie ne se « bunkérise » pas », mis en ligne le 5 septembre*).
Mais, le mouvement de contestation, armée ou pas, étant au point mort, il faut bien que tous ceux qui nous décrivaient depuis des mois le pays comme une nouvelle Libye et Bachar al-Assad comme une sorte d'Hosni Moubarak anti-américain, essaient de se consoler, et leurs lecteurs avec eux, d'une façon ou d'une autre.
Quand Le Monde met fin à l'alliance syro-irannienne !

Alain Frachon, à vrai dire, n'a guère qu'une corde à son arc pour accréditer sa thèse : la Turquie d'Erdogan qui, effectivement, a rompu son alliance et ses accords économiques et militaires avec Damas. Mais d'abord, en l'occurence, Frachon nous sert du réchauffé : Ankara attaque – verbalement – Damas depuis le début de la crise, voici six mois. Et, ce que ne mentionne pas une fois le journaliste-propagandiste du Monde, les Turcs ont depuis quelques jours tourné leur animosité » vers un autre vieil allié, Israël : pour reprendre les termes utilisés pour la Syrie par M. Frachon, on peut dire que cette alliance-là à un peu l'air de « s'effondrer » elle aussi (*voir notre article « Diplomatie anti-syrienne : des rouages grincent », mis en ligne le 5 septembre*). Et même si Ankara, sur pressions américaines, se rabibochait avec Tel Aviv, Erdogan sait bien l'impopularité totale de son flirt sioniste au sein de la population turque.
Et puis il serait temps, à ce stade, de rappeler au fin analyste « mondialiste » Alain Frachon, que, de toute façon, et on en est désolé pour lui et ses employeurs du *Monde*, la Turquie n'attaquera pas militairement la Syrie : elle est bien trop occupée à bombarder les Kurdes irakiens pour donner une chance à la frange radicale des Kurdes syriens de se doter d'une « autonomie-sécession » à l'irakienne.
Pour « étoffer » son dossier, Frachon s'efforce d'enrôler l'Iran dans la croisade anti-Bachar. Exercice laborieux : après avoir dû – quand même – rappeler tout ce qui unissait, y compris depuis le début des événements de Syrie, Téhéran et Damas, l'homme du *Monde* assène son joker : certes, reconnait-il encore, « *la République islamique iranienne ne souhaite sûrement pas le départ de Bachar al-Assad* « (Ah, diable ! Ndlr) mais, ajoute-t-il, « *elle appelle, à son tour, à un dialogue avec l'opposition syrienne* »
En effet, quelle prise de distance ! « *appeler à un dialogue avec l'opposition*« , tous les amis et alliés de la Syrie ne font que ça depuis des mois, de Medvedev à *Infosyrie* ! Encore faudrait-il préciser de quelle opposition on parle…
Le moins qu'on puisse dire en conclusion, c'est que tout ça n'est pas sérieux, et même franchement pitoyable, Alain Frachon-du-Monde ! **Mais, là encore, le but de ce média n'était pas fournir une analyse un tant soi peu fondée sur des faits et des réalités géopolitiques, mais de conjurer le mauvais sort** – ce « mauvais sort » qui fait que Bachar et la majorité des Syriens ont résisté à des mois de déstabilisation, de désinformation, et d'ingérence. Ce n'est pas un article qu'a rédigé le journaliste du *Monde*, c'est un tract euro-américain, ce n'est pas une analyse qu'il a produite, plutôt une incantation qu'il a psalmodiée !
Le président syrien est « *en passe de perdre un à un* « ses soutiens, M. Frachon ?
Le Monde, avec des « papiers » de ce niveau , est lui « en passe » de perdre un peu plus de sa crédibilité, déjà bien entamée au terme de trois décennies de suivisme des mots d'ordre de la Maison Blanche…
Par Pierre Marulaz,
8 septembre
http://www.infosyrie.fr/decryptage/les-delires-et-voeux-pieux-geopolitiques-du-monde/

---

2 Les brèves

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue de l'auteur mais doit être vu comme information.

2-1 Le patriarche maronite libanais,Béchara Boutros Raï, défend Bachar Al Assad.

De peur d'une transition délicate qui pourrait représenter une menace pour les chrétiens d'Orient, le patriarche maronite libanais, Béchara Boutros Raï, a défendu le président syrien, Bachar Al Assad, lors d'une conférence des évêques de France.

Le patriarche maronite a indiqué que c'était le parti Baas qui entravait toute tentative de réformes, alors que le président syrien est un homme ouvert. Il a aussi rappelé que Bachar Al Assad avait étudié en Europe et qu'il avait été formé à l'occidentale. «Nous, nous avons enduré le régime syrien. Je n'oublie pas, je voudrais être objectif. Bachar Al Assad a commencé une série de réformes politiques. Il fallait donner plus de chance au dialogue interne.

Plus de chance à soutenir les réformes nécessaires, mais éviter les violences et la guerre», a dit le patriarche d'Antioche, représentant
une Eglise qui compte 800 000 fidèles au Liban et 4 millions dans la diaspora. Selon l'ONU, les violences quasi quotidiennes en Syrie ont fait au moins 2200 morts depuis le début des manifestations à la mi-mars, en majorité

des civils. Le régime soutient en revanche qu'il lutte contre «des bandes terroristes armées».
le 09.09.11
http://www.elwatan.com/weekend/monde/liban-le-patriarche-maronite-libanais-bechara-boutros-rai-defend-bachar-al-assad-09-09-2011-139029_182.php

---

3 Dossier

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

3-1 Louis Denghien: l'ambassadeur américain obligé d'écourter son ingérence.

Les relations syro-américaines étant ce qu'elles sont, on ne risque pas de les dégrader davantage. C'est ce qu'ont dû se dire les manifestants qui, à Damas, mardi 23 août, ont réservé un accueil chaud – ou frais, c'est selon – à l'ambassadeur Robert Ford, bien connu désormais pour sa participation - pas très diplomatique -aux manifestations des opposants radicaux de Hama, le 8 juillet dernier. Depuis d'ailleurs, il continue de porter les encouragements d'Obama-Clinton aux opposants aux quatre coins du pays. Et c'est toujours dans le cadre de cette « diplomatie d'ingérence », que Mr Ford était venu apporter son soutien à une réunion d'avocats proches de l'opposition à l'hôtel Cham. Las, au sortie de la dite réunion, Robert Ford s'est retrouvé nez à nez avec un groupe de supporteurs de Bachar al-Assad. Ceux-ci, qui brandissaient une affiche à l'effigie du président syrien, ont copieusement conspué l'ambassadeur-déstabilisateur, recyclant avec beaucoup d'à-propos le vieux slogan « *US go home !* » et proclamant vigoureusement leur amour conjoint de Bachar et de la Syrie.
Ford a vite été contraint au repli dans son 4×4 vitres-blindées-et-fumées sous la protection de ses *bodyguards*, serré de près par les manifestants qui ont pu symboliquement plaquer l'affiche de Bachar sur le pare-brise du véhicule diplomatique.

D'un ambassadeur US à l'autre

La télévision syrienne, c'est de bonne guerre psychologique, s'est emparée de l'incident. Nous mettons en ligne ci-dessous le reportage, hélas réservée prioritairement aux arabophones : on y voit un des manifestants raconter les péripéties de l'incident, puis on voit Ford circonspect à la sortie de l'hôtel Cham, avant de regagner précipitamment sa voiture, escorté vigoureusement par les « bacharistes ».
On sait que les Américains n'apprécient guère qu'on touche, même symboliquement, à leurs diplomates et aux signes extérieurs de leur puissance. L'administration Obama n'avait pas beaucoup aimé les jets de pierre contre son ambassade de Damas en juillet dernier, nul doute qu'elle condamnera vigoureusement la « reconduite » de Ford à sa voiture à défaut d'y pouvoir trouver un prétexte convaincant pour une intervention armée. La fin du reportage de la télévision syrienne devrait d'ailleurs, à cet égard, apaiser un peu cette blessure d'amour-propre diplomatique, puisqu'on a droit à une interview de l'ancien ambassadeur américain en Irak Edward Peck, présent à Damas dans le cadre de la visite d'information – ou de réinformation – organisée dans la capitale syrienne et à Hama par les autorités et des décideurs économiques syriens du 20 au 22 août. Peck, dont nous allons mettre en ligne l'entretien qu'il nous a accordé en cette circonstance, est un opposant résolu à la politique arabe – et syrienne – de son gouvernement. On voit donc que même au pays d'Hillary Clinton et de Paul Wolfowitz, il y a encore des personnalités courageuses pour essayer de sauver l'honneur perdu de la diplomatie américaine.
Louis Denghien,
25 août 2011
Video : http://www.youtube.com/watch?v=yD_zlCfTQCs&feature=player_embedded#!
http://www.infosyrie.fr/actualite/damas-lambassadeur-americain-oblige-decourter-son-ingerence/

3-2 Guy Delorme : Pétrole : chronique d'un embargo annoncé.

Septembre, l'embargo sur toutes les importations de pétrole syrien sur son territoire, confirmant aussi, par la même occasion, son alignement sur la diplomatie américaine. Les fédéralistes gémissant sur l'absence d'une réalité et d'une volonté politique européenne commune pourront se consoler : **leur Europe existe au moins pour relayer, de la Syrie à la Libye en passant par la Yougoslavie, la Géorgie, la Côte d'Ivoire, le Soudan, l'Iran, les volontés et mots d'ordre du département d'Etat de Washington**.
Cette décision était attendue, s'inscrivant dans le « jeu » de mesures économiques prises ou annoncées par les Américains et leurs seconds pour mettre à genoux le régime – en accroissant les difficultés de la population : c'est, ni plus ni moins, une façon « libérale » de pratiquer l'ingérence – et la subversion.

Cette décision européenne n'est certes pas anodine : 95% des ventes de pétrole syrien se faisaient avec les pays de l'Union européenne. On estime qu'entre un quart et un tiers des recettes syriennes pourraient être compromis par l'embargo sur le pétrole. Celui-ci, pour être précis, concerne non seulement l'achat, l'importation et le transport du pétrole et des produits dérivés, mais aussi les services financiers et d'assurance liées aux transactions.
Toutefois, l'embargo est, en quelque sorte, « à la tête du client » des Syriens : l'Italie a obtenu en effet de ses partenaires européens que les contrats de livraison de pétrole syrien actuellement en cours, et impliquant deux compagnies pétrolières nationales italiennes – Syria Petroleum et Sytrol -, soient honorés jusqu'au 15 novembre. Et, par ailleurs, les experts es-blocus économique de l'Union ont décidé de surseoir, pour un temps indéfini, à la mesure d'interdiction de tout investissement européen dans le secteur pétrolier syrien : les « droits de l'homme » et la « démocratie » c'est bien, mais les affaires demeurent les affaires, surtout en ces temps de crise.
Peut-être les Européens, et singulièrement les Français, espèrent-ils, à plus ou moins brève échéance, s'abreuver désormais en pétrole à la « source » libyenne, leur opération « humanitaire » et « pro-démocratie » en Libye s'assimilant chaque jour d'avantage à une opération de captation de ressources énergétiques.
Le salut économique viendra-t-il de l'Est ?
Pour en revenir à la Syrie, quelle parade peut-elle trouver à cette décision, qui frappe un pays fragile économiquement, où 12% de la population était, selon une estimation de 2006, en dessous du seuil de pauvreté, et où le taux de chômage atteignait un peu plus de 8% en 2010 – selon un site de documentation de la CIA ?
Voici dix ans, la Syrie occupait le 29e rang mondial avec une production de 26 millions de tonnes de pétrole brut. Toutefois, ses exportations sont passées, entre 2005 et 2011, de 285 000 barils/jour à 155 000/jours, et n'occuperait plus que le 56e rang des exportateurs pétroliers cette année – ces chiffres-estimations étant eux aussi de la C.I.A. !
Ce qui est certain c'est que le pays était, au moment où a éclaté la crise politique, en pleine restructuration de son économie, avec la modernisation de ses infrastructures, notamment portuaires. Il connaissait aussi un taux de croissance appréciable : 2,2% en 2009. Les principaux secteurs économiques étaient, outre l'industrie pétrolière, l'agro-alimentaire, le bâtiment, la métallurgie, ainsi qu'un important secteur artisanal produisant vêtements, tapis et produits en cuir. Les exportations reflétant l'activité de ces différents secteurs.
Mais c'est surtout le secteur touristique qui a connu une véritable explosion, passant de 1 276 000 touristes en 1996 à près de 7 500 000 en 2010. Naturellement, cette activité a été frappée de plein fouet par les six mois de troubles.
Le pétrole est donc une part importante de la richesse de la Syrie. Avec le gaz : tout récemment un accord pour la construction d'un « gazoduc islamique » a été conclu entre Damas, Bagdad et Téhéran (*voir notre article « **Syrie/Irak/Iran : un gazoduc très politique**« , mis en ligne le 27 juillet*). Un partenariat qui pourrait, symboliquement, témoigner d'une réorientation de l'économie syrienne vers « l'Est », c'est-à-dire, outre l'Iran et l'Irak, des nations ayant jusqu'à présent soutenu diplomatiquement la Syrie, et en concurrence économique avec le bloc occidental, comme l'Inde et la Chine. Enfin, on voit mal la Russie laisser « tomber » son allié historique et principal au Proche-Orient, surtout après le raid stratégico-économique » de l'OTAN sur la Libye et son pétrole.
De toute façon, les mesures de rétorsion économiques ont toujours davantage pénalisé les populations qu'abattu les régimes : **l'Irak en est le plus récent, le plus notable et le plus désolant exemple.**
L'Union européenne a certes tiré une assez grosse cartouche contre Damas, mais on peut penser que c'est une des dernières. Car que faire de plus, la guerre ?
Par Guy Delorme, l
2 septembre
http://www.infosyrie.fr/actualite/petrole-chronique-dun-embargo-annonce/

---

4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

4-1 Chems Eddine Chitour : Face à la démocratie aéroportée : La Syrie dernier verrou avant l'Iran.

« La guerre est un fruit de la dépravation des hommes ; c'est une maladie convulsive et violente du corps politique ; il n'est en santé, c'est-à-dire dans son état naturel, que lorsqu'il jouit de la paix ».
Denis Diderot Extrait de l' L' Encyclopédie
Dernier partie du scénario diabolique concocté dans les officines occidentales, pensant maintenant que le régime va tomber comme un fruit mûr , Les Etats-Unis et l'UE appellent Bachar Al-Assad à la démission "L'Union européenne note que Bachar Al-Assad a perdu toute légitimité aux yeux du peuple syrien et qu'il est nécessaire pour lui de quitter le pouvoir", a déclaré Mme Ashton. Dans l'intérêt du peuple syrien, le temps est venu pour le président Assad de se retirer", explique M. Obama Les "graves violations des droits de l'homme" en Syrie contre les manifestants"pourraient relever de crimes contre l'humanité", a indiqué jeudi 17 août un rapport du Haut-Commissariat aux droits de l'homme de l'ONU.
Nous allons rapporter quelques informations alternatives sur la réalité de ces manifestants pacifiques Auparavant, quelques flash sur la mosaïque des ethnies et confessions en Syrie. Les minorités non arabes les plus importantes sont les Kurdes, habitant essentiellement le long de la frontière turque (8 %) au nord, et les Arméniens, qui vivent dans le Nord, surtout dans les grandes villes (2,8 %) La Syrie compte une douzaine de langues. Le pays est musulman à 90 % (dont les Kurdes), avec des minorités chrétiennes. La plupart des Syriens sont des sunnites (env. 70 %), mais certains sont de rite chiite, ismaélien ou alaouite.

La Syrie compte aussi des druzes professant une religion musulmane hétérodoxe; Comme tous les chiites, les druzes, ismaéliens et alaouites constituent des sous-groupes particuliers du monde musulman. Les autres Syriens non musulmans sont chrétiens, soit catholiques, grecs-orthodoxes ou arméniens-orthodoxes, mais on compte aussi un millier de juifs. C'est donc sans conteste toutes les langues et toutes les religions du Moyen Orient qui tiennent grâce à un équilibre subtil –qui risque de voler en éclat- qui a été précédé par des siècles d'instabilité notamment depuis l'ingérence occidentale dans la Syrie ottomane souvenons nous du concept de protection des minorités cher à la France et ceci en vertu d'une promesse de Saint Louis à l'évêque Maroun (les Maronites) il y a de cela près de huit siècles !.

Pour l'histoire, en attisant les tensions religieuses l'Angleterre et la France ont mis en coupe réglée l'empire ottoman dont la Syrie était une province depuis 1516 . Au cours de l'automne 1917, le général Sir Edmund Allenby a envahi la Palestine et, le 11 décembre, lui et ses officiers sont entrés dans la ville sainte de Jérusalem par la porte de Jaffa. Le Premier ministre, Lloyd George, considérait cela comme un cadeau de Noël et écrivit que la chrétienté avait repris «possession de ces lieux saints». Le général français, Henry Gouraud, entra à Damas en juillet 1920. Après avoir frappé sur le tombeau de Saladin, Gouraud s'écria: «Réveille-toi Saladin, nous sommes de retour. Ma présence ici consacre la victoire de la croix sur le croissant.» Après la mise à mort de l'Empire Ottoman, par les accords de Sykes Picot la France s'adjudja la Syrie dont elle fit un protectorat de 1920 à 1941.

La réalité du terrain : Pacifistes ou rébellion armée ?
On parle de militants pacifistes. Qui sont-ils ? Ces manifestants manifestent mais dans le m^me temps, on parle de subversion. Il est vrai qu'il y a des manifestations dans certaines villes, qu'il y a des morts, que l'armée est intervenue. Les médias aux ordres attribuent cela à l'armée . Ce qu'ils ne disent pas, c'est qu'il y a une rébellion soutenue par l'extérieur C'est une vraie guerre entre les forces armées syriennes et c'est que le pouvoir appelle les «hors-la loi».

Pour le représentant russe auprès de l'Otan « L'OTAN planifie en ce moment une campagne militaire contre la Syrie afin d'aider à renverser le régime du président Bachar al-Assad avec comme objectif à longue échéance de préparer une tête de pont dans la région pour l'attaque contre l'Iran «.Dimitri Rogozin, délégué de la Fédération de Russie auprès de l'OTAN. Rogozin commentait, vendredi 5 août dans le quotidien moscovite Izvestia, la condamnation par le conseil de sécurité de l'ONU, deux jours plus tôt, de la répression violente en Syrie « Le noeud coulant autour de l'Iran se resserre. Des préparations militaires contre l'Iran sont déjà en cours de réalisation » affirme Rogozin, pour qui l'OTAN n'a pour but que d'intervenir contre les régimes « dont les vues ne coïncident pas avec celles de l'Occident. » (1)

Pour Michel Chossudovsky Des développements récents en Syrie indiquent qu'il s'agit d'une insurrection armée à part entière, intégrée par des mujahideen, islamistes («Freedom Fighters »), appuyés, entraînés et équipés par l'OTAN et le haut commandement de la Turquie. Selon des sources du renseignement israélien : Entre-temps, le quartier général de l'OTAN à Bruxelles et le haut commandement turc dressent des plans pour leur première étape militaire en Syrie, laquelle consiste à munir les rebelles d'armes pour combattre les chars d'assaut et les hélicoptères constituant le fer de lance du régime Assad pour réprimer la dissidence. Afin de repousser les forces armées gouvernementales, les stratèges de l'OTAN pensent davantage à répandre de grandes quantités d'antichars, de roquettes antiaériennes, de mortiers et de mitrailleuses lourdes dans les centres où ont lieu les contestations, au lieu de répéter le modèle libyen de frappes aériennes. (…)L'OTAN et le haut commandement

turc envisagent également le développement d'un djihad impliquant le recrutement de milliers de mujahideen (« Freedom Fighters », ce qui évoque l'enrôlement de moudjahidines pour mener le djihad (guerre sainte) de la CIA à l'âge d'or de la guerre soviéto-afghane. (2)

Nous voilà avertis , on appréhende un peu mieux la nature du mouvement pacifiste syrien et les 2000 morts dénombrés dont 400 des forces de sécurité n'ont pas interpellés les médias aux ordre quant à la mort bizarre de 400 militaires de la main de pacifistes désarmés.

La boite de Pandore des conflits interconfessionnels et ethniques

Deux témoignages de personnalités religieuses nous permettent de situer avec clarté les enjeux d'abord la lettre ouverte du professeur Zehlaoui prêtre Arabe de Syrie à Monsieur Alain JUPPÉ Ministre des Affaires Étrangères de la France et ensuite celle d'une mère supérieure d'un Couvent. Le Prêtre arabe de Syrie, écrit : « je viens d'apprendre à l'instant votre déclaration aux États-Unis, touchant la légitimité de notre Président de la République. En tant que syrien, je ne puis rester silencieux face à une telle ingérence dans les affaires de mon pays. (…) Laissez-moi vous dire, au nom des millions de victimes que l'Occident a écrasés depuis des siècles, qu'il est grand temps de cesser de jouer les monstres à face humaine, et de piétiner tous les droits des autres peuples, au point de détruire leur existence même, comme vous vous êtes plu à le refaire en Irak, en Iran, en Afghanistan, Pakistan, dans toute l'Afrique, notamment en Lybie ».
« Démontant les raisons de cet acharnement il écrit : « Pour en revenir à la Syrie, oubliez-vous que le but dernier de toutes les manœuvres politiques, diplomatiques et séditieuses, menées contre la Syrie, depuis plus de deux mois, a été insolemment dévoilé par la conseillère au Pentagone, Mme Michèle Flournoy? D'ailleurs, elle était tellement assurée de la réussite prochaine du complot mené contre la Syrie, qu'elle avait publiquement déclaré que la Syrie retrouverait tout son calme, le jour où elle romprait avec l'Iran et le Hezbollah, et signerait un traité de paix avec Israël! Auriez-vous déjà oublié, en France et en Europe, le grand honneur que vous a valu la Résistance à l'occupation nazie? (…) laissez-moi vous dire, en tant que simple citoyen syrien, que la Syrie n'acceptera jamais de tourner le dos au devoir vital de défendre son existence propre, d'abord contre l'occupation israélienne, ensuite contre le danger mortel que constitue le Sionisme, pour toute la nation arabe. Cependant, il semble que l'Occident tient à rester l'Occident, alors qu'il ne l'est plus. … C'est pourquoi, tout en piétinant tous les droits, comme vous cherchez à le faire en Syrie, vous n'avez jamais éprouvé la moindre honte à prétendre toujours être dans votre droit. Car le fort ne se trompe jamais!
Décryptant les relations Occident –Israël, le professeur Zahlaoui(…) Les représentants de l'Occident, surtout ceux des États-Unis, se pavanent comme des lions. Ils se permettent toutes sortes d'ingérences, allant jusqu'à détruire des pays entiers, de fond en comble. Mais dès qu'il s'agit d'Israël, tous les pays occidentaux sans exception, des plus "grands" aux plus "petits", les États-Unis en tête, deviennent rien moins que des néants. Des néants aveugles, sourds et muets! Et pourtant, même les sondages faits en Europe reconnaissent qu'Israël est l'État terroriste par excellence. Et Israël est resté fidèle à lui-même : tueur, voleur, guerrier, féroce, arrogant, raciste, expansionniste et exterminateur. Pourtant les juifs ont toujours été bien traités en pays arabes et musulmans. Leurs historiens sont assez honnêtes pour le reconnaître. Mais ils ont trouvé moyen de faire payer la terrible facture de l'antisémitisme occidental et de l'holocauste nazie, à tous les peuples arabes et musulmans, dont ils avaient, depuis Ben Gourion, calculé la destruction, tout en imposant un Holocauste de 60 ans déjà, aux arabes, chrétiens et musulmans, de Palestine »(3).

Même témoignage poignant de Mère Agnès-Mariam de la Croix Supérieure du couvent de Saint Jacques l'Intercis, en Syrie. Elle pointe du doigt la manipulation de l'information : « La Syrie est notre patrie d'adoption. (…) Il est impératif d'être bien renseignés sur une situation donnée pour pouvoir se positionner en conséquence. (…) Car aujourd'hui en Syrie, pour être bien renseigné, il ne suffit plus de suivre les nouvelles servies par les chaînes satellitaires internationales. Nous l'avons constaté sans cesse : la réalité qui se vit ici est différente de ce que transmettent les médias. Ces chaînes n'accompagnent pas l'évènement, elles le précèdent pour le provoquer. Heureusement, de plus en plus de gens accusent cette information de parti pris et de falsification. Nous avons essayé de nous documenter en temps réel en téléphonant à des proches sur les lieux mêmes des incidents décrits : la situation ressemblait plus à ce qu'en disait la télévision syrienne qu'à celle propagée par Al Jazzirah, BBC ou France 24, Al Hurra ou Al Arabia à travers des montages et autres compilations audio-visuelles mensongères et de mauvaise qualité (…) Les slogans faussement humanitaires anesthésient la conscience des auditeurs et favorisent le glissement vers une logique vindicative aveugle qui, somme toute, ne sert que la cause de l'injustice. (…) (4)

Mère Agnes –Mariam met les choses au point concernant la nature réelle de la protestation « pacifique » Aujourd'hui, écrit elle il ne fait aucun doute qu'il y a ingérence étrangère, refusée fièrement par une partie de l'opposition. Aujourd'hui il ne fait aucun doute que l'opposition s'est muée en divers endroits en une insurrection armée qui commet des atrocités contre la population civile et contre les forces de l'ordre et l'armée. Enfin, aujourd'hui, l'exacerbation du clivage confessionnel est une triste réalité. Ces trois facteurs convergent pour réanimer le spectre de l'affrontement interconfessionnel, voire de la guerre civile. (…) Ahuris nous assistons à un stratagème destructeur : telles grandes puissances, à grand renfort d'endoctrinement médiatique, jouent sur la corde du fondamentalisme religieux pour mettre en relief les différences qui séparent alors que les points communs qui unissent sont bien plus nombreux. (…) La visite des ambassadeurs US et français à Hama a été

vécue chez nous comme une démarche injustifiable. (…) » (4)
La Mère Supérieure s'interroge ensuite sur le pourquoi de la manipulation : « Pourquoi les Occidentaux encouragent-ils une insurrection armée, confessionnelle et fondamentaliste de surcroît, qui risque de s'étendre comme une tache d'huile ? De son côté le Patriarche maronite Mar Béchara Boutros Raï a une lecture plus globale de la situation. Il dénonce le « projet du Nouveau Moyen-Orient qui est à l'œuvre pour morceler le monde arabe dans le but qu'Israël vive en paix en en sécurité » . La tendance mondialiste qui prévaut c'est de promouvoir le choc des civilisations pour asseoir la légitimité des regroupements ethniques ou confessionnels qui, à leur tour, légitiment l'existence d'Israël . La Syrie vit depuis des mois des coups d'État larvés car ce remodelage ne peut être instauré sans la force des armes. L'insurrection armée en Syrie est une tumeur inoculée qu'on cherche à faire crever un peu partout dans le pays au gré des clivages confessionnels ou tribaux, avec son cortège de haine, de vengeances, de victimes et de désastres socio-économiques. (..) La majorité des musulmans et des chrétiens syriens se sont d'abord tenus à l'écart du mouvement de contestation pour diverses raisons, puis ils l'ont boycotté, et enfin certains s'y sont opposés.
Nous sommes cœur et âme avec les justes revendications de tout citoyen pour la liberté civique, la fin du totalitarisme d'État et de la corruption. Nous souhaitons la démocratie, l'impartialité de la justice et des réformes économiques et sociales conséquentes. Mais nous sommes conscients – et c'est là où nous nous heurtons à beaucoup d'incompréhension - que ces revendications peuvent devenir un cheval de Troie pour diverses entités nationales ou politiques afin de provoquer une déstabilisation dangereuse à partir de clivages confessionnels et claniques très subtils. (…) »(4)

Elle conclut enfin à la nécessité de l'autocritique tout en affirmant que le Baath a réussi à maintenir un subtil équilibre entre les confessions : « Mais la Syrie est loin de l'effondrement. Les foyers d'où l'on cherche à attiser les antagonismes confessionnels sont isolés et contrôlés, parfois au prix du sang lorsqu'il y a une résistance armée, au fur et à mesure que la population prise en otage fait appel à l'armée. Le peuple syrien est composite : sunnites, alaouites, chiites, chrétiens, druzes, arabes, kurdes, turkmènes, caucasiens, et j'en passe. Il n'est pas facile de maintenir une telle mosaïque dans la cohérence et la paix civile. Le parti Baath l'a obtenu en respectant les règles qui président aux structures tribales et claniques de l'Orient. Cependant ce régime était totalitaire et corrompu. Aujourd'hui une saine autocritique est à l'œuvre publiquement et des lois sont promulguées, obtenues par une saine opposition, pour les réformes souhaitées. Nous préférons cette voie tant qu'il y a de l'espoir.(4)

L'ouverture de cette boite de Pandore amènera le chaos , c'est un second Irak qui se profile à l'horizon avec son cortège de malheur de douleur et de détresse pour les Syriennes et les Syriens.. Tous les pays arabes attendent leur tour..Si l'Occident était de bonne foi, il accompagnerait Bachar Al Assad dans son programme de réformes, les élections, le multipartisme... Les Occidentaux veulent changer la carte du Moyen-Orient pour la rendre favorable à Israël. Il faut savoir qu'Israël est en train de construire un mur dans le Golan, comme celui de la bande de Gaza. Cela veut dire que c'est une annexion définitive des territoires syriens. L'Occident ne veut plus de ce régime syrien qui, il faut le savoir est le dernier domino avant la « normalisation de l'Iran » On peut penser que plus rien ne peut arrêter la dynamique d'effritement des anciens pouvoirs arabes. Si la Syrie est démantelée elle ne sera plus comme avant, les suivants d'El Assad accepteront une partition des Kurdes qui rêvent avec leurs frères Irakiens et Turcs d'avoir leur Etat. La Turquie est de ce fait, visée. L'Iran aussi. Sombres jours pour les pays vulnérables. (5)
1 http://www.infosyrie.fr/decryptage/le-representant-russe-aupres-de-lotan-une-intervention-militaire-se-prepare/
2 Michel Chossudovsky L'OTAN et la Turquie appuient les rebelles armés en Syrie. Recrutement de mujahideen. Mondialisation. Ca 16 aout 2011
3.Pr. Elias Zahlaoui Lettre à Mr Juppé ministre français des affaires érangères 9/6/2011
4.http://www.france-catholique.fr/SYRIE-ENTRE-CONFLITS-ARMES-ET.html 15 août 2011
5.Chems Eddine Chitour : La Syrie en marche pour la partition http://www.mleray.info/article-la-syrie-en-marche-pour-la-partition-70460009.html
Professeur Chems Eddine Chitour
Ecole Nationale Polytechnique enp-edu.dz
Chems Eddine Chitour
Dimanche 21 août 2011
Publié le 22 août 2011 avec l'aimable autorisation de l'auteur

---

4-2 Gilles Munier : Damas, Hama & Bachar sur le vif…

Par Droits réservés, le 8 septembre

Après le récit d'Alain Soral et de Guy Delorme (voir notre article « Alain Soral et Guy Delorme : ce que nous avons vu à Damas et Hama », mis en ligne les25 et 27 août) nous proposons le témoignage de Gilles Munier sur le « voyage de presse » organisé par des patrons syriens à Damas et Hama les 21 et 22 août derniers. Gilles Munier a longtemps animé les Amitiés franco-irakiennes, et a milité activement contre les deux guerres du Golfe. Sympathisant de la doctrine baasiste, intéressé par les réalisations qu'elle a inspirées, en Irak comme en Syrie,

inquiet de l'hégémonisme américain et de ses tentatives de déstabilisation tous azimuts, on ne s'étonnera pas qu'il compte au nombre des défenseurs de l'actuel gouvernement syrien. Ca ne fait pas de son témoignage un morceau d'anthologie propagandiste.
Munier confirme donc le calme dans la capitale, à cent lieues du climat de guerre civile inventé par la désinformation courante. Il affirme que Bachar demeure largement populaire, plus que son gouvernement. A Hama, il est, lui aussi, témoin de l'incident impliquant une quarantaine de jeunes manifestants anti-régime, constate les dégâts – le commissariat incendié – et aussi la discrétion des forces de l'ordre.
De retour à Damas, Gilles Munier reçoit, comme les autres participants du déplacement, un compte-rendu de l'entretien accordé par Bachar al-Assad à la télévision syrienne lundi soir 22 août. Dans la deuxième partie de son témoignage il en fait une assez longue exégèse : dénonciation des groupes armées et des trafics d'armes qui l'alimentent, refus de céder aux ultimatum euro-américains, débats internes au Baas sur son avenir politique, réformes annoncées ou déjà en cours, Bachar ne semble éluder aucun sujet qui pourrait fâcher. Il se paie même le luxe de critiquer les « carences » de sa presse.
Il est intéressant de s'apercevoir que le président syrien n'ignore rien des graves problèmes économiques et sociaux que traversent ses adversaires d'Occident : « Ils sont plus faibles qu'il y a six ans » va-t-il jusqu'à dire. Quant aux difficultés que pourrait connaître la Syrie suite aux mesures de rétorsion économique américaines et européennes, Bachar assure que son pays connait l'auto-suffisance alimentaire, et que depuis cinq ans il s'est tourné économiquement « vers l'Est ».
En « deuxième » partie, on trouvera un entretien accordé par Munier au site, où il analyse plus en profondeur la crise syrienne, ses origines, ses avatars. Où il s'efforce de faire justice des accusations les plus couramment utilisées contre le régime syrien – corruption, hégémonisme clanique et religieux – en les relativisant à l'échelle du monde entier. Il s'étend aussi sur l'opposition syrienne, souligne ses divisions, et s'étend notamment sur le « jeu perso » – et l'orientation radicale des Frères musulmans, redoutés par nombre d'opposants à Bachar.

Impressions & enseignements de mes visites à Damas et Hama

« Damas, 20-21 août 2011 – La Syrie ayant enfin décidé de communiquer sur les graves événements qui l'ensanglantent depuis les premières manifestations anti-gouvernementales à Deraa, près de la frontière jordanienne, j'ai répondu favorablement à l'invitation d'une association de la société civile formée par un groupe de chefs d'entreprise – comprenant Anas al-Jazaïri, arrière-arrière petit-fils de l'Emir Abdelkader – proposant de se rendre compte sur place de la situation. Une centaine de journalistes et de personnalités, parmi lesquelles un ambassadeur des Etats-Unis à la retraite et un ancien ministre de la Justice turc, participaient au voyage. Autant le dire tout de suite, ceux qui connaissent Damas n'y ont pas vu de changement ou ressenti de tensions liées à l'actualité. Les déploiements militaires et policiers dont fait état *Al-Jazeera*, n'existent que dans les communiqués d'opposants résidant à l'étranger.

Sarkozy, un des pires ennemis de la Syrie

Bien sûr, les troubles qui secouent le pays sont au centre de beaucoup de conversations. Les Syriens veulent savoir ce qu'en pensent les Français et pourquoi Nicolas Sarkozy, qui invitait il n'y pas si longtemps Bachar al-Assad à Paris, est devenu un des pires ennemis de la Syrie. Le retard pris par leur président à réformer le pays est porté au compte des « vieilles barbes » du parti Baas. Il n'entame pas trop son capital de confiance. Tout va se jouer avec la mise en application des lois de démocratisation annoncées. Seront-elles suffisantes pour neutraliser les jusqu'au-boutistes appelant au renversement du régime ? Jusqu'où iront les Etats-Unis, l'Arabie saoudite, la France, Israël, la Turquie et le Qatar, dans leurs menées déstabilisatrices ? La Russie – remerciée pour sa fidélité sur des calicots accrochés dans Damas – ne sera pas de trop pour court-circuiter la panoplie des embargos occidentaux dont la Syrie est menacée.
Hama, 22 août – Départ en autocar pour Hama, située à environ 200 km au nord de Damas, ville conservatrice et rétive au pouvoir central comme l'est aux éléments le Nahr al-Assi (le Fleuve rebelle) qui la traverse, nom arabe de l'Oronte. Dès les premières manifestations à Deraa, le souvenir du soulèvement de Hama en février 1982, écrasé par Rifaat al-Assad – frère du président Hafez al-Assad – est revenu dans les mémoires. La répression y aurait fait, selon les estimations, entre 10 000 et 20 000

morts. Pour certains observateurs du « Printemps arabe », la question n'était pas tant de savoir ce qui allait se passer à Deraa, mais ce qui adviendrait si Hama se révoltait à nouveau.

« Que le pouvoir s'en aille, que l'ONU intervienne et que l'OTAN vienne… »

Depuis, Hama a eu son compte d'émeutes, de pillages, de meurtres. Le gouverneur de la ville a tenté de résoudre la crise par la négociation. Faute de résultats probants, il a été remplacé. Son successeur a repris le contrôle de la ville *manu militari*. Il nous reçoit à la préfecture et nous projette une vidéo des rues et bâtiments de Hama, tournée à la fin de la révolte. Vision d'apocalypse !

La suite de notre programme comprend : la visite du palais de Justice incendié et d'un commissariat attaqué par des « terroristes ». Les cars nous attendent. Dehors, surprise : des opposants aussi. Une quarantaine de jeunes, prévenus on ne sait comment, crient des slogans anti-régime. Au carrefour, les militaires en faction derrière des sacs de sable ne bougent pas. Ceux postés sur les toits, non plus. Un policier en civil tente d'arrêter un manifestant qui a été interviewé par une télévision. Ses camarades lui viennent aussitôt en aide… L'agent s'enfuit, poursuivi par quelques irréductibles. Près de moi, une journaliste de télévision indienne demande à une jeune fille en hijab, d'environ 17 ans, quelles sont ses revendications. Elle récite dans un anglais approximatif : « *Que le pouvoir s'en aille, que l'ONU intervienne et que l'OTAN vienne !* ». Dommage que la journaliste ne lui ait pas demandé si elle ne trouvait pas risqué de parler à visage découvert, et de dire ce que l'OTAN signifiait pour elle. Une organisation humanitaire, probablement…

Des têtes plantées sur des pics

Les murs du commissariat attaqué par des opposants sont noircis par l'incendie provoqué par une bouteille de gaz transformée en explosif. Sa façade est criblée d'impacts de tirs de gros calibres. Des véhicules calcinés encombrent la cour. Selon les témoignages de jeunes du quartier, les dix-sept policiers pris au piège des flammes, se sont rendus. Des assaillants « venus d'ailleurs » les ont aussitôt égorgés et décapités. Leur tête a été plantée sur des pics et leurs corps jetés dans l'Oronte. La scène, horrible, filmée par des acolytes, a été placée sur You Tube, sans doute pour avertir les fonctionnaires des services de sécurité de ce qui leur arrivera s'ils ne démissionnent pas.

Sur le chemin du retour, le directeur de *L'Index*, un quotidien de Constantine, reçoit un appel d'Algérie. Un de ses collègues a entendu sur *Al-Jazeera* que des opposants syriens venaient de tirer sur les cars des journalistes quittant Hama. Il le rassure. L'ex-grande chaîne arabe n'est pas à un coup d'intox prêt depuis qu'elle est devenue la voix de l'OTAN.

D'où viennent les armes ?

Damas, 20h30 – Dans quelques instants, le président Bachar al-Assad s'entretiendra avec des journalistes d'une chaîne de télévision satellitaire syrienne. Répondra-t-il aux questions que tout le monde se pose : qui sont les extrémistes infiltrés dans les manifestations ? Qui les a entraînés ? Certes, détenir une kalachnikov n'est pas rare dans les familles syriennes, mais les armes et les explosifs utilisés ou découverts dans des caches sont récents, modernes et en grand nombre. Les soupçons se portent naturellement en direction de la frontière libanaise, traditionnellement poreuse. Mais, on en est réduit à des supputations : si c'est le cas, les armes proviennent-elles d'Arabie saoudite via les réseaux dits islamistes contrôlés financièrement par Hariri, ou d'Israël via des extrémistes libanais chrétiens liés au Mossad ? Ou encore, font-elles partie de stocks de l'OTAN livrés aux services secrets turcs ? Un peu des trois à la fois, peut-être. Ce qui est certain, c'est que le régime baasiste affronte des organisations lourdement armées qui n'ont que faire des revendications légitimes du peuple syrien.

Damas, 23 août – Avant notre retour dans nos pays respectifs, on nous distribue la traduction de larges extraits de l'interview de Bachar al-Assad, diffusée la veille par la télévision syrienne. Pour le président, la Syrie a été victime d'un complot dont l'objectif est « *l'effondrement du pays* ». La situation sécuritaire s'étant améliorée, il estime que « *l'aggravation des événements ne constitue plus un problème* ». Les attaques de postes de police, les assassinats, les embuscades tendues à des bus civils ou militaires ne l'inquiètent pas outre mesure. « *Nous sommes capables de traiter ces problèmes comme il se doit* ». Il s'agit pour lui d'améliorer la sécurité, étant entendu que la solution des problèmes rencontrés n'est pas d'ordre sécuritaire, mais politique.

Bachar al-Assad évoque la réunion du comité central du parti Baas du 17 août dernier, au cours de laquelle a été discutée la mise en place de mécanismes permettant au parti de « *conserver sa position durant les prochaines décennies* ». La question de l'article 8 de la constitution syrienne qui fait du

Baas le parti dirigeant a été débattue. Son abrogation nécessiterait une révision de la constitution, plusieurs articles lui étant liés.

Des législatives en février prochain ?

Le président syrien énumère les réformes promulguées – fin de l'état d'urgence, lois sur la création de partis politiques, élections pluralistes – et annonce celles à venir : loi sur l'information, création d'une commission qui aura trois à six mois pour réviser la constitution, élections à l'assemblée du peuple en février prochain afin de permettre aux partis nouvellement créés de faire campagne. Il s'inquiète de la marginalisation des jeunes. C'est un phénomène « *fort dangereux* » dit-il, convenant et qu'ils doivent jouer un rôle grandissant dans la société. Concernant la loi sur l'information, Bachar al-Assad critique les carences de la presse officielle. Il se déclare pour la liberté d'expression, mais opposé à la diffusion de tabloïd people.

Répondant à une question sur le décret accordant la nationalité syrienne aux Kurdes qui ne l'avaient pas, Bachar al-Assad a indiqué que le texte était prêt depuis 2004, mais que son application avait été reportée en raison de troubles survenus à cette époque dans les régions d'Al-Hassaké et de Qamichli. Les Kurdes, rappelle-t-il, sont une des composantes de la Syrie, ils ont lutté contre l'occupant français aux plus hauts niveaux.

Bachar al-Assad est bien conscient que ce premier train de réformes ne satisfera pas les Occidentaux. « *Insuffisant* » diront aussitôt en coeur les opposants jusqu'au-boutistes ou armés qu'ils soutiennent.

Le peuple syrien ne reçoit pas d'ordres de l'étranger

Chaque fois que l'Occident parle de « droits de l'homme », c'est pour atteindre des objectifs qui n'ont rien à voir avec ces derniers. Les pays occidentaux, dit Bachar al-Assad, « *sont responsables des massacres perpétrés aujourd'hui de l'Afghanistan à l'Irak en passant par la Libye… des millions de martyrs, de victimes, d'handicapés, de blessés, de veuves et d'orphelins, sans parler de leur appui à Israël dans ses crimes contre les Palestiniens et les Arabes* ». Leur but, affirme-t-il, n'est pas de permettre à la Syrie de se développer, mais de lui retirer ses droits. Il ne démissionnera pas, comme le demandent, entre autres, Barack Obama et Nicolas Sarkozy. Il n'est pas un président fabriqué aux Etats-Unis et le peuple syrien ne reçoit pas d'ordres de l'étranger.

Bachar al-Assad qualifie la relation de la Syrie avec les pays occidentaux de « *relation de conflit continuel* ». « *En temps normal, ils interviennent gentiment pour nous habituer à cette pratique. Aujourd'hui, ils menacent : seule la forme change*« , remarque-t-il. Il ne faut avoir peur ni du Conseil de sécurité, ni de la guerre psychologique, assène-t-il, révélant qu'après la chute de Bagdad, **un responsable américain était venu lui dire ce qu'il devait faire et qu'ayant refusé, les Etats-Unis lui ont adressé des cartes militaires signalant les cibles qui seraient bombardées en Syrie !**

« Nous ne plierons pas » dit Bachar al-Assad

En 2005, après l'assassinat de Rafic Hariri, les Occidentaux ont de nouveau utilisé le Conseil de sécurité pour s'en prendre à la souveraineté de la Syrie, « *sous prétexte d'enquêtes* ». Les pays occidentaux étaient alors à leur apogée, dit-il, mais nous n'avons pas plié. « *Aujourd'hui, ils sont plus faibles qu'il y a six ans. Ils sont traversés par des crises militaire, économique, politique, sociale. Pourquoi plierions nous ?… Nous ne plierons pas !*».

Face aux embargos, Bachar al-Assad affirme qu'existent des alternatives dans presque tous les domaines avec des pays voisins ou amis. La Syrie a l'expérience des mesures coercitives. Dès 2005, elle s'est tournée vers les pays de l'Est. « *L'essentiel est de ne pas paniquer*, dit-il, l*a Syrie est autosuffisante au plan alimentaire* ». Elle « *a surmonté dans le passé beaucoup de crises semblables* », conclut Bachar al-Assad, et elle en est sortie plus forte.

Gilles Munier : « Ce qui se passe en Syrie a été préparé pour donner un coup d'arrêt aux soulèvements qui, après la Tunisie et l'Egypte, risquaient d'emporter d'autres régimes pro-américains »

Gilles Munier développe à présent ses impressions et analyses dans un entretien accordé le 3 septembre au site Que faire(1) et à son animateur Denis Gorteau.

-Denis Gorteau : Tout le monde s'accorde à dire que les réformes ont tardé en Syrie. Qu'aurait dû faire Bachar al-Assad pour éviter la crise actuelle ?

-Gilles Munier : Dans la foulée de son arrivée au pouvoir, le président Assad aurait dû faire ce qu'il entreprend aujourd'hui. A l'époque, c'était son intention. Maintenant, il donne l'impression de proposer des réformes avec le couteau sous la gorge, son opposition en profite pour faire de la surenchère et les pays occidentaux jettent de l'huile sur le feu. Mais, quel qu'en soit le motif, il fallait s'attendre à une crise en Syrie, à une énième tentative de déstabilisation. L'administration Obama, comme celle de G.W Bush, veut remodeler le Proche-Orient, c'est-à-dire détricoter les Etats créés par les grandes puissances après la Première guerre mondiale avec les dépouilles de l'Empire Ottoman. **Cela passe par ce que les idéologues mondialistes appellent un « *chaos constructif et maîtrisé* »**. Du désordre provoqué, il ne sortira ni l'un ni l'autre, comme c'est le cas en Irak et en Libye. Cela importe peu aux groupes capitalistes mondialisés qui mènent la danse, pour eux l'important est de contrôler les ressources naturelles de la planète et d'occuper des positions stratégiques – la Syrie en est une – dans la perspective de futurs conflits.

-**Denis Gorteau : Sans minorer les qualités du président, la Syrie n'est-elle pas un pays tenu par une petite minorité de privilégiés comme en Egypte ou en Tunisie avant les révoltes ?**

-GM : Dans tous les pays, il y a des privilégiés, à commencer par la France avec les amis de Sarkozy. C'est ce que Michel Poniatowski, ministre de l'Intérieur du président Giscard d'Estaing, appelait « *les copains et les coquins* ». **Les Etats-Unis qui s'autoproclament « la plus grande démocratie mondiale » ne manquent pas de privilégiés, pour ne pas dire de profiteurs éhontés. L'entourage de G.W Bush en était farci**. On les a vu à l'oeuvre en Irak. Pourquoi voulez-vous que la Syrie fasse exception ? L'important dans un pays, c'est d'abord le niveau de vie de ses habitants, puis la sécurité, l'éducation, la santé… C'est tout cela que les Occidentaux veulent mettre à bas. La corruption est entretenue par les entreprises occidentales. Elle sape non seulement la confiance des citoyens dans leurs institutions, mais porte atteinte à la sécurité de l'Etat. Corrompre quelqu'un de bien placé permet de le tenir en laisse, d'en faire une source d'information. Quand il ne sert plus, on peut le jeter en pâture à l'opposition.

Mais, soyons clair… En parlant de « minorité privilégiée », vous pensez peut-être aux Alaouites, communauté religieuse à laquelle appartient la famille al-Assad. Pourquoi voudriez-vous, là encore, que la Syrie fasse exception ? **Partout dans le monde, les minorités ont tendance à faire bloc, à privilégier leurs membres. Dans les pays occidentaux, les musulmans ne sont pas encore organisés en groupe de pression, mais c'est le cas – entre autres – des juifs, des évangélistes, ou des catholiques (aux Etats-Unis, par exemple)**. En Syrie, il n'y a pas que des Alaouites – environ 12% de la population – aux postes de responsabilité, même s'ils sont nombreux. Ils ne sont pas tous baasistes d'ailleurs, et parmi ces derniers tous ne soutiennent pas Bachar al-Assad. Je ne pense pas que l'on puisse diriger un pays comme la Syrie sans établir un savant et juste équilibre entre les différentes communautés religieuses et ethnies qui le composent.

-**Denis Gorteau : Il semble acquis que des groupes armés ont délibérément mené la politique du pire en visant les forces de l'ordre, mais a plupart des manifestations ne furent-elles pas pacifiques et populaires ?**

-GM : Ce qui se passe en Syrie a été préparé pour donner un coup d'arrêt aux soulèvements qui, après la Tunisie et l'Egypte, risquaient d'emporter d'autres régimes pro-américains. A Deraa, les manifestants étaient, dans leur immense majorité, des gens pacifiques. Leurs revendications étaient légitimes, mais elles auraient pu être exprimées autrement. Quand des agents provocateurs infiltrés dans les cortèges ont tiré sur les forces de l'ordre, ces dernières ont répliqué comme elles le font partout dans le monde. L'armée et la police ne tirent pas par plaisir sur leur propre peuple. Ensuite, il y a eu un phénomène d'engrenage, des émeutes, des pillages. Il y a eu beaucoup de morts des deux côtés… trop. Quand un de vos parents a été tué et qu'*al-Jazeera*, nouveau porte-parole de l'OTAN, affirme *ex nihilo* qu'il a été assassiné par le régime, vous ne pensez qu'à descendre dans la rue et à vous venger. Vous réclamez « le prix du sang ». Bachar al-Assad a annoncé que des enquêtes étaient ouvertes, que « *toute personne ayant commis un crime contre un citoyen syrien, que ce soit un civil ou un militaire, rendra des comptes* ». Mais, est-ce encore possible vu le nombre des victimes ?

-Denis Gorteau : Qui compose l'opposition syrienne ? Quelle est la position des communistes ? Des Frères Musulmans ?

-GM : Je ne suis pas un spécialiste de l'opposition syrienne, **mais je crois nécessaire de faire la différence entre l'opposition extérieure souvent coupée des réalités du pays, et l'opposition intérieure**. A l'étranger, des personnalités et des groupuscules se réunissent, forment des coordinations, signent des manifestes, ouvrent des pages Facebook. On assiste à un combat de chefs. En août, une Instance générale de la révolution syrienne, affirmant regrouper 44 groupes et comités de coordination, a estimé que la profusion d'organismes et de réunions nuit à l'image de l'opposition, et des Comités Locaux de Coordination ont rendu publique une « *Déclaration du Peuple Syrien* » mettant en garde contre les appels aux armes ou une intervention étrangère lancés par certains contestataires. Dernièrement, des opposants ont créé un… Conseil national de transition (CNT) ! Ils ont élu à leur présidence, sans le consulter, Burhane Ghalioun, professeur de sociologie politique à la Sorbonne. **Cet intellectuel qui se méfie de BHL comme de la peste, a signé en juillet dernier un appel demandant au pseudo philosophe, de lui « *épargner son soutien* »**. Il trouve par ailleurs qu'appeler CNT la nouvelle organisation, est du plus mauvais effet.
A gauche, les communistes syriens sont divisés en deux ou trois tendances concurrentes. L'une d'elles, membre du Front national progressiste regroupant notamment le parti Baas, les Nassériens et le Parti social nationaliste syrien (fondé par Antoun Saadé), déclare qu'il faut « *écouter les revendications populaires, promouvoir des réformes démocratiques, refuser les manipulations extérieures* ». Une des figures historiques du PC syrien ayant évolué vers des idées plus libérales, Riad al-Turk – 79 ans, totalisant 17 ans d'emprisonnement – soutient aussi les revendications des manifestants. En 2005, il réclamait un « *changement démocratique et radical* » de façon »*pacifique et graduelle* ». Il trouve que les réunions organisées « *à la hâte* » à l'étranger ne sont pas utiles dans la phase actuelle et que le caractère islamique qui y prévaut « *n'est pas au diapason de la diversité de la société syrienne* ». **Les Frères musulmans sont la principale force d'opposition à l'étranger. Ils sont plus radicaux que leurs homologues égyptiens et très retors**. L'opposition laïque les craint. En août, ils ont créé un Conseil national à Istanbul. Objectif : augmenter la pression sur le régime baasiste et le détruire. Ils sont soutenus en sous-main par la Turquie et sans doute par Saad Hariri. En 2006, des documents publiés par WikiLeaks révélaient que Hariri exhortait la « *communauté internationale* » à isoler Bachar al-Assad et réclamait son remplacement par une alliance comprenant les Frères musulmans, et d'anciens responsables syriens comme l'ancien vice-président Abdel Halim Khaddam, réfugié à Paris. Le quotidien *Al-Akhbar* accusait un de ses proches de financer le mouvement de contestation. Aujourd'hui, il ne semble plus question pour les Frères musulmans de participer à des élections démocratiques comprenant le parti Baas et les communistes, comme le souhaitait en 2005 Issam Al-Attar, leur ancien leader réfugié à Aix-la-Chapelle.
La politique actuelle du « tout ou rien » des Frères musulmans et d'une partie de l'opposition syrienne est dangereuse pour l'avenir de la Syrie. L'OTAN n'attend qu'une occasion pour casser le pays au nom des droits de l'homme et de la protection des civils. C'est aussi ce que souhaitent les extrémistes d'Al-Qaïda au pays de Cham ou de Jund al-Cham, mais au nom de leur interprétation du Coran ou d'ordres reçus d'ailleurs.
8 septembre
(1) http://quefaire.e-monsite.com/rubrique,g-munier-parle-mars-2011,369230.htm
http://www.infosyrie.fr/re-information/gilles-munier-damas-hama-bachar-sur-le-vif/

---

5 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

5-1 Chems Eddine Chitour: « Les pays occidentaux veulent changer la carte du Moyen-Orient et la rendre favorable à Israël ».

Le professeur Chems Eddine Chitour développe dans cet entretien une analyse sur la situation en Syrie, un pays qui fait l'objet d'un véritable «complot» mené par les Etats-Unis d'Amérique, la France et leurs alliés dans la région du Moyen-Orient, à savoir les rois des pays du Golfe.
Selon le politologue, le peuple syrien doit parvenir à un changement politique pacifique, légal et endogène. Quant aux réactions des pays du Golfe et de la Ligue arabe, le professeur relativise cette «pression» en estimant quelle est orchestrée par les pays occidentaux qui contrôlent les pays du Moyen-Orient.
Le Temps d'Algérie : Comment analysez-vous la situation en Syrie. S'achemine-t-on vers le scénario libyen avec cette

campagne de pression sur le président Al Assad ?
Chems Eddine Chitour : La situation en Syrie est différente de celle en Libye. La Syrie se trouve à proximité d'Israël. Pendant longtemps, les pays de l'Occident ont laissé faire les choses et ne voulaient pas perturber l'équilibre actuel. De plus, il faut savoir qu'en Syrie, il existe un Etat, des institutions et un parti structuré.
Ce qui n'est pas comparable avec la Libye, qui est une République populaire dont le pouvoir est dilué entre les différentes tribus et organisations de masse. En Syrie, il y a un gouvernement qui continue ses activités de manière normale. Il ne faut pas croire à ce que disent les chaînes d'information et les journaux. La vie suit son court.
C'est vrai qu'il y a des manifestations dans certaines villes et que l'armée est intervenue. Mais ce que les médias occidentaux ne disent pas, c'est qu'il y a une rébellion à l'intérieur qui profite du contexte des appels pour le changement de régime pour agir. C'est vrai aussi que le parti politique Baâth a régné sur le pays depuis plus de 50 ans. Le problème ne se situe pas là.
Cependant, il faut reconnaître que l'information qui parvient sur la Syrie est injuste. On ne donne pas toute l'information. On préfère diffuser des vidéos amateurs et on exagère pour dire qu'il y a des milliers de morts en Syrie. Depuis 5 mois du début des tensions, on parle de 2000 morts, dont près de 400 sont des éléments de sécurité.
C'est une guerre entre les forces armées syriennes et c'est que le pouvoir appelle les «contre révolutionnaires» et «hors-la loi».
Ceci dit, la position de Bachar Al Assad a changé complètement depuis le début des troubles. Il y a eu beaucoup de choses qui ont été annoncées et l'Occident ne tient pas compte et ne veut plus de Bachar Al Assad.
Le président syrien a annoncé des élections. Pourquoi l'Occident ne l'aide pas à les organiser dans la transparence. Les «révolutionnaires» veulent que le président syrien parte, mais il faut que cela se fasse de manière légale. C'est-à-dire par l'organisation des élections. Sans les élections, le changement sera fait par un coup d'Etat.
Des questions subsistent quant au poids de cette opposition qui a été d'ailleurs invitée par Bachar Al Assad au dialogue. Et comme cette opposition est inféodée à l'Occident et reçoit des instructions, elle ne peut répondre à cet appel. Les Etats-Unis d'Amérique ont tout fait pour phagocyter les tentatives de réconciliation entre les Syriens.
Tout le monde est d'accord qu'il faudrait qu'il y ait de l'alternance au pouvoir et l'ouverture. Mais on se méfait encore de l'Occident surtout avec ce qui se passe actuellement en Libye. C'est tragique et inimaginable. D'où d'ailleurs la décision de la Russie et de la Chine de ne pas cautionner les décisions du Conseil de sécurité sur la Syrie.
La Russie et la Chine ont été échaudées par ce qui s'est passé en Libye. Ils ont décidé de bloquer toute résolution contre la Syrie. Ils savent que la Syrie est confrontée à une contre révolution armée. La Syrie est dans son droit de se défendre contre des groupes qui veulent semer la terreur. Si l'Occident était de bonne foi, il accompagnerait Bachar Al Assad dans son programme de réformes, les élections, le multipartisme...
Que veulent justement les pays de l'Occident ?
Ils veulent changer la carte du Moyen-Orient pour la rendre favorable à Israël. Il faut savoir qu'Israël est en train de construire un mur dans le Golan, comme celui de la bande de Ghaza. Cela veut dire que c'est une annexion définitive des territoires syriens. Et justement, aucune personne ne s'intéresse à cette question. Il y a derrière tout cela une volonté occidentale de réorganiser les peuples faibles, surtout du monde arabe.
C'est ce que font d'ailleurs les rois des pays du Golfe qui ont exécuté les ordres des Etats-Unis d'Amérique en rappelant leurs ambassadeurs de la Syrie. Et dans ce contexte, il faut le dire et le souligner avec force, il n'y a plus de Ligue arabe. Dans ces conditions, ils sont en train de recomposer le plan de l'ex-président américain Bush pour le Grand Moyen-Orient.
Pourquoi il y a eu cette pression des pays du Golfe sur la Syrie, alors qu'on avait assisté à l'intervention des forces armées saoudiennes pour mater les manifestants pacifiques du Bahreïn et enfreindre la souveraineté d'un Etat qui est censé pourtant protéger ses concitoyens ?
Justement, au Bahreïn, le pouvoir est illégitime et les Saoudiens le savent très bien. Plus de 80% de la population est de confession chiite. Les Américains et les Saoudiens ne veulent pas de révolution dans ce pays.
L'Arabie Saoudite a envoyé donc ses chars pour tuer les manifestants pacifiques, parce qu'elle a peur que les chiites saoudiens se soulèvent. Le nord-est de l'Arabie Saoudite est de confession chiite. Et tout cela va renforcer évidemment le peuple iranien qui est chiite.
Il ne faut pas aussi oublier que la plus grande base militaire américaine se trouve au Bahreïn, dont la superficie est presque l'équivalent de la commune d'El Harrach à Alger. Imaginez donc une révolution qui va se produire à trois kilomètres de la base américaine. Il faut absolument écraser le peuple du Bahreïn. Nous avons vu des images effroyables sur les hôpitaux bahreïnis.
On a tué des malades manifestants. Sur ce plan, c'est le black-out total. Les deux pays (Bahreïn et Arabie Saoudite) ont reçu des ordres des Etats-Unis d'Amérique de maintenir le statu quo. Quant à la Syrie, il reste le seul pays de la région à s'opposer à Israël.
L'Occident ne veut pas de ce régime syrien. Il veut un Etat docile. Pour atteindre cet objectif, il a décidé de déstabiliser la Syrie. Mais j'insiste pour dire qu'il ne faudrait jamais écouter et croire à ce que disent les médias occidentaux et les journaux officiels américains ou français. Tout simplement, on ne fait pas la part des choses pour donner à tout le monde le droit de s'exprimer sur les problèmes.
Il existe des sites alternatifs animés par des journalistes occidentaux qui donnent d'autres sons de cloche sur la situation en Syrie. Ces journalistes sont partis à Damas et ils ont évoqué une autre situation. Ils ont dénoncé avec des images et des écrits fondés ce que disent les journaux
et médias du pouvoir américain ou autres. Il faudrait vraiment engager une commission d'enquête impartiale pour démontrer à l'opinion internationale que la vie suit son cours normal en Syrie et que cette machine médiatique a été conçue en faveur des pouvoirs américains et européens.
Vous pensez que la position de la Syrie vis-à-vis de la question palestinienne et sa détermination à récupérer le Golan lui ont coûté cette campagne de déstabilisation ?
C'est le cas de le dire. Le peuple syrien veut récupérer absolument son Golan, à n'importe quel prix. Il y a aussi la coopération

étroite existant entre la Syrie et l'Iran qui dérange beaucoup dans la région.
Est-ce que la Syrie peut résister à cette pression des pays occidentaux et ceux du Golfe ?
Pour cette question, on peut citer l'exemple libyen. Malgré l'intervention de l'Otan et les armes larguées par les Français aux rebelles, les Libyens résistent depuis 5 mois aux forces de l'ennemi. Beaucoup croyaient que l'intervention de l'Otan durera quelques jours. Mais finalement la Libye a très bien résisté. La raison est très simple. Quand les peuples sont avec leurs dirigeants, il n'y a plus lieu de craindre du tout. Dans ces conditions, les Syriens et les Libyens ont des dirigeants vraiment nationalistes qui vont aller dans la bonne direction. C'est sûr qu'il est inéluctable que les pouvoirs changeront. Mais le changement doit être endogène, voulu par le peuple. Il ne faut pas qu'il soit imposé de l'extérieur. Il faut que le peuple syrien trouve la solution par lui-même. Al Assad a fait énormément pour son pays. Il faut une alternance, mais de manière pacifique et légale. Il ne faut pas oublier que la Syrie est confrontée à une situation économique difficile. C'est malheureux parce que ce pays veut être maître de son destin, alors que les autres pays arabes du Golfe ne décident de rien.
Comment analysez-vous les démarches de la Turquie vis-à-vis de la Syrie qui de plus en plus apparaît comme un serviteur de l'Occident, particulièrement des Américains ?
La Turquie fait son intrusion dans la situation de la Syrie étant donné le problème des Kurdes qui pourrait avoir un effet sur sa stabilité.
La Turquie avait protégé les populations syriennes qui ont fuit les évènements des derniers mois. Mais il se trouve que beaucoup de familles syriennes réfugiées en Turquie ont retrouvé il y a quelques jours leurs villages et maisons après le retour de la sécurité.
Les médias occidentaux ont donné l'image que des milliers de Syriens ont fui leur pays. Or ce n'est pas vrai. La Turquie veut jouer donc un rôle dans la région. Elle ne veut pas perdre la bénédiction des Etats-Unis d'Amérique et de l'Europe.
Tout le monde attend d'ailleurs de la réunion prévue aujourd'hui (hier) entre le ministre des Affaires étrangères turque et le président Al Assad, pour mettre les choses au clair. Certainement, la position de la Turquie va être revue.
Le gouvernement de Bachar Al Assad a entrepris des réformes importantes et se dit prêt à organiser des élections libres. Dans ces conditions, je ne vois pas ce que va demander la Turquie à la Syrie. Si la Turquie veut être leader dans la région, elle doit prendre l'initiative d'organiser l'alternance. Elle peut couper l'herbe sous les pieds de tous les pays qui veulent le chaos en Syrie.
Propos recueillis par Farouk Belhabib
Professeur Chems Eddine Chitour
Ecole Nationale Polytechnique enp-edu.dz
www.letempsdz.com 2011 ©
10 août 2011

5-2 Mireille Delamarre : Qui Au Moyen Orient Profiterait De La Chute D'Assad ?

Bien qu'Israël ait longtemps gardé le silence sur les évènements en Syrie, désormais à Tel Aviv on se réjouit d'avance d'une possible éviction d'Assad prélude à un affaiblissement du pouvoir central syrien au profit de gouvernements régionaux sectaires s'opposant comme par le passé les uns aux autres. Une Balkanisation de la Syrie c'est ce à quoi participe en coulisses les Sionistes en soutenant les islamistes fanatiques armés par l'étranger avec l'aide de la Turquie.
Lors d'une présentation faite à l'Institut for Contemporary Affairs du Jerusalem Center for Public Affaires le 16 Juin 2011, le professeur Eyal Zisser - un expert israélien de renom sur l'histoire et la politique moderne de la Syrie du Liban et du conflit arabo israélien - préconise le renversement de Bahsar al Assad dont le régime est considéré par lui comme une menace pour Israël.
Dans un article intitulé The syrian uprising implications for Israël, Zisser - universitaire influent dans le monde politique israélien - détaille sa position dans le dernier chapitre *«A new syrian régime might be better for Israël »* c'est-à-dire expose les désidératas de Tel Aviv vis-à-vis de Damas.
Ci-dessous la traduction de ce chapitre

« Un nouveau régime syrien serait mieux pour Israël «
« Plus faible est la Syrie plus fort sera le Liban. Tout changement de régime en Syrie pourrait être un coup porté au Hezbollah bien que le Hezbollah représente en fait un grand nombre de Shi'ites. C'est un pouvoir central shi'ite libanais profondément enraciné et authentique. Cependant, c'est l'aide de l'Iran et de la Syrie qui ont transformé le Hezbollah en pouvoir régional. Mettre hors jeu la Syrie pourrait réduire le Hezbollah à une taille plus raisonnable - pour devenir un parti libanais fort mais rien de plus.
« La Syrie a soutenu les Shi'ites au Liban mais en même temps a apporté un certain soutien aux Sunnites car la logique derrière l'intervention syrienne au Liban a toujours été : diviser pour régner (règle d'or du régime sioniste oeuvrant actuellement avec son parrain américain pour monter les Sunnites avec à leur tête l'Arabie Saoudite contre les Shi'ites tournés vers l'Iran .ndlt). Un régime sunnite en Syrie pourrait changer la balance au Liban en faveur des Sunnites.
« Un nouveau régime en Syrie cela pourrait vouloir dire un retour aux années 1950 et 1960 quand il y avait un gouvernement syrien central faible et des régions fortes. Chaque région a ses propres caractéristiques ethniques et communales et il pourrait y avoir un coup d'état de temps en temps et un manque de stabilité. Le pire scénario c'est que la Syrie devienne un nouvel Irak car il y a actuellement non seulement des comptes historiques à rendre mais également des comptes liés aux évènements actuels. Il y a eu 2000 Syriens tués et les familles exigeront une vengeance non pas contre Bashar mais contre leurs voisins Alawites et Chrétiens.

« Je ne pense pas que ce soit dans l'intérêt d'Israël d'avoir Bashar au pouvoir. Certainement comme en Egypte c'est possible

que les Frères Musulmans prennent le pouvoir en Syrie mais je ne suis pas sûr que cela soit le cas. Si Bashar tombe la situation a des chances d'être comme au cours des décennies antérieures avec un régime central très faible. Cela pourrait conduire à des incidents frontaliers avec Israël mais pas à une guerre avec des actes terroristes qu'un régime faible ne peut pas empêcher. L'opposition syrienne pourrait éventuellement prendre le pouvoir et comme c'est le cas en Egypte ils savent que leurs intérêts c'est d'entretenir des relations amicales avec les pays occidentaux comme les US et pas avec l'Iran .Donc à long terme un nouveau régime syrien pourrait être mieux pour Israël que le régime actuel. »

Information complémentaire

Un article intitulé :

« DERNIÈRE HEURE : L'OTAN et la Turquie appuient les rebelles armés en Syrie. Recrutement de moudjahidines. » publié le 16/08/2011par le site canadien version française Mondialisation.ca fait état de préparatifs militaires de l'OTAN/Turquie contre la Syrie avec une implication israélienne à terme.

«… Des développements récents en Syrie indiquent qu'il s'agit d'une insurrection armée à part entière, intégrée par des moudjahidines (« combattants de la liberté islamistes »), appuyés, entraînés et équipés par l'OTAN et le haut commandement de la Turquie….

Bien qu'affirmant être contre toute intervention étrangère en Syrie, la Turquie n'en a pas moins déployé des officiers réservistes dans des bases le long de la frontière avec la Syrie pour selon la presse turque parer à toute crise humanitaire liée à un afflux massif de réfugiés venant de Syrie en assurant leur protection.

Les militaires turcs en armant et en entraînant ces moudjahidines et en favorisant leur passage en territoire syrien ne sont-ils pas plutôt entrain de soutenir la rébellion armée contre le régime de Bashar al Assad première étape d'une intervention militaire englobant d'autres intervenants dont Israël ?

Mercredi 17 Août 2011

Mireille Delamarre

http://www.planetenonviolence.org/Qui-Au-Moyen-Orient-Profiterait-De-La-Chute-D-Assad-Israel_a2474.html

---

5-3 Chatta : Mme Chaabane affirme que les événements en Syrie sont liés à des plans sionistes et occidentaux pour diviser les pays arabes.

Rencontrant aujourd'hui à Moscou le président et les activistes de l'association d'amitié russo-syrienne, Mme Botheyna Chaabane, conseillère politique et médiatique à la présidence de la République, a indiqué que les événements en Syrie sont liés à des plans sionistes et occidentaux, destinés à diviser les pays arabes et à mettre fin au conflit arabo-israélien sans restituer tout droit aux Arabes.

Lors de la rencontre, Mme Chaabane a parlé des facettes de la crise syrienne et son lien à un agenda extérieur, soulignant que les réalités sur le terrain et les aveux des groupes terroristes armés prouvent l'existence des plans et des parties étrangères présentant un soutien logistique: l'argent, l'arme et la couverture médiatique pour provoquer la violence et frapper la stabilité de la Syrie.

De son côté, le président de l'association d'amitié russo-syrienne, M. Alexander Dzasokhov, a insisté sur l'appui du peuple russe à leurs frères syriens face aux plans hostiles visant leur pays, sa sécurité et sa stabilité.

Sur un autre plan, Mme Chaabane a rencontré les membres de la communauté syrienne en Russie, avec qui elle a examiné la conjoncture en Syrie, les tentatives de s'ingérer dans ses affaires et la campagne provocatrice lancée par des médias arabes et autres pour tromper l'opinion à l'intérieur et à l'extérieur de la Syrie.

Mme Chaabane a évoqué les démarches et les lois de réforme dans les domaines politique, économique et social pour développer la Syrie.

De leur côté, les membres de la communauté ont insisté sur leur appui à la mère-patrie sous la direction du président Bachar al-Assad, affirmant leur rejet de toutes les tentatives visant à frapper la stabilité et à porter atteinte à la dignité de la Syrie.

Ils ont mis l'accent sur les positions honnêtes du peuple et de la direction russe soutenant les principes du droit et de la justice.

A. Chatta / L.A.

13 Sept 2011

http://www.sana.sy/fra/51/2011/09/13/369152.htm

5-4 Louis Denghien : L'ONU au service du NOE (Nouvel Ordre Mondial) ?

Une « *mission d'évaluation* » des Nations-Unies sera en Syrie ce week-end a annoncé jeudi 18 août Valérie Amos, coordinatrice des affaires humanitaires de l'ONU. Cette visite, accepté par le gouvernement syrien, s'inscrit dans la suite logique de la conversation téléphonique entre Ban Ki-Moon, secrétaire général de l'ONU, et Bachar al-Assad, mercredi soir 17 août. Ban Ki-moon avait alors exprimé sa vive inquiétude sur la poursuite de la répression en Syrie, et Bachar avait affirmé que les opérations de l'armée et de la police contre les opposants violents venaient de prendre fin.

Ce même jeudi 18 août, le haut-commissariat aux droits de l'homme de l'ONU avait publié un rapport sur la « *répression en Syrie*« , assurant que celle-ci avait conduit à de « *graves violations des droits de l'homme* » pouvant « r*elever de crimes contre l'humanité*« . Ce rapport s'appuyait sur le résultats d'une mission d'enquête ayant recueilli « *aux confins de la Syrie*« , entre le 15 mars et le 15 juillet, des témoignages sur les exactions éventuelles des forces de l'ordre. Cette « commission d'enquête »

avait reçu mandat d'une résolution votée lors d'une session « spéciale Syrie » du conseil des droits de l'homme de l'ONU, le 29 avril dernier.
Les gens de l'ONU ont donc collecté des éléments prouvant selon eux « *une apparente volonté de tirer pour tuer, la plupart des blessures par balles ayant été localisées dans la tête, la poitrine et généralement la partie supérieure du corps*« . Bien sûr, le rapport onusien parle de manifestations forcément « *pacifiques* » sur lesquelles les forces de l'ordre syriennes « *ouvrent le feu sans discernement sur des civils, sans sommation et à courte portée*« . Bref, pour les enquêteurs, on constate en Syrie depuis 4 mois « *un ensemble de violations des droits de l'homme constituant une attaque généralisée ou systématique contre la population civile*« , ce qui justifierait que le conseil de sécurité « *envisage de saisir la Cour pénale internationale sur la situation en Syrie*« .

Un rapport malhonnête car partial et partiel

A suivre. Mais disons déjà, ou plutôt répétons que ce rapport pèche par un manichéisme et un simplisme qui hypothèquent gravement son impartialité proclamée. D'abord, une grande partie des témoignages collectés, pendant 4 mois, « a*ux confins de la Syrie* » – c'est-à-dire on suppose dans les camps de réfugiés encadrés par les Turcs, ou parmi les milieux, libanais ou syriens, acquis à l'opposition – relèvent de la propagande ou du lyrisme consubstantiel à la rhétorique islamiste ou aux slogans politiquement corrects des branchés Facebook.
Loin de nous, une fois encore, de nier les morts, les bavures et les brutalités. Mais celles-ci découlent d'un schéma « provocation-répression » institué par des émeutiers armés, prenant pour cible, à Hama, Homs, Lattaquié, Deir Ezzor, Idleb, les forces de l'ordre, et poussant celles-ci à tirer dans le tas ou à l'aveuglette, ce dans un contexte de guérilla urbaine où les snipers de l'opposition radicale peuvent être partout. La « nervosité » des soldats et policiers syriens s'expliquant aussi par le souvenir du massacre de leurs camarades survenu à Jisr al-Choughour à la mi-juin. **Ne pas tenir compte de ces circonstances, occulter l'action des groupes armés attestée pourtant par plusieurs vidéos, ne rien dire des pertes de l'armée et de la police, qui ne peuvent s'expliquer que par l'action de ces groupes armés, taire les inquiétudes des minorités religieuses ou des très nombreux partisans du régime, c'est ne nous raconter, au mieux, que la moitié du film, et c'est, pour les Nations-Unies, s'abaisser au niveau des chancelleries euro-américaines !** Mais l'ONU ne s'est-elle pas déconsidérée depuis longtemps par son incapacité à s'opposer aux « justes guerres » de l'Amérique – de l'Irak à la Yougoslavie – et d'Israël – du Sud-Liban à Gaza. Encore devrait-on se demander si le mot « incapacité » était bien celui qui convenait dans ces circonstances…
Nous avons, à *Infosyrie.fr*, visionné depuis le mois de mai pas mal de vidéos de manifestations de rue : souvent nous avons vu des manifestants fuir sous des tirs. Oui, « sous des tirs », car si les forces de l'ordre avaient tiré à hauteur d'homme, avec les moyens dont elles disposent on aurait eu droit à un carnage à chaque démonstration de l'opposition. Or même les estimations maximalistes et invérifiables de nos cyber-statisticiens de l'opposition fixent à 1 900 ou 2 000 morts en 5 mois le bilan de la « sanglante répression » bachariste. Mais, compte tenu des pratiques militaires que dénonce le rapport de l'ONU, ce bilan devrait être au moins dix fois supérieur ! **Une seule intervention brutale, à tir tendu et à bout portant, des soldats et blindés contre une manifestation de 50 000 personnes à Hama, par exemple, aurait pu atteindre en 10 minutes à peine ce chiffre de 2 000 victimes !**
Non, les forces de l'ordre syrienne, dans un contexte pour le moins difficile, nous paraissent avoir fait preuve d'une retenue certaine. Rappelons que même les propagandistes de l'OSDH reconnaissent qu'au moins 20% – soit 500 personnes – des victimes du « printemps syrien » appartiennent à la police et à l'armée. **Et parmi les victimes civiles, combien de partisans du régime, de membres de minorités religieuses, victimes des activistes islamistes ?**
Dans ce contexte, l'ONU et son « haut-commissariat aux droits de l'homme » nous paraissent travailler pour le Département d'Etat et pour l'Union européenne, beaucoup plus que pour la justice et la vérité. Quant à la Cour pénale internationale, que ces messieurs songent à saisir – et dont, curieusement, les Américains ont refusé de ratifier l'existence et les compétences -, disons ou redisons simplement qu'elle a suffisamment fait preuve, ces dernières années, de sa partialité pour que nous – et éventuellement les Syriens – la récusent à l'avance.
Louis Denghien,

COMMENTAIRE D'UN LECTEUR
aleph dit :
Merci Louis pour vos commentaires éclairés.
Il est clair que l'ONU à l'intention d'instruire un nouveau procès à charge après celui avorté pour l'assassinat de Rafiq harriri via le TSL.
On ouvre un nouveau volet de désinformation et de manipulation de façade et de pressions sur le gouvernement syrien en coulisse.
La conférence de presse de Bashar Jaafari (Merci Shamsi) indique clairement la stratégie onusienne de mépris et de mis à l'écart des représentants officiels de la Syrie pour ne discuter qu'avec des opposants désignés par ceux qui les rémunérent et qui ne représentent qu'eux mêmes.
C'est bien entendu une masscarade de justice et un levier de pression contraire au principe de souveraineté des états.
Est-ce qu'il serait envisageable que Blair et Bush soient poursuivis pour crimes contre l'humanité après la mort de deux millions d'irakiens? excusez du peu! Circulons!
http://www.infosyrie.fr/actualite/lonu-au-service-du-noe-nouvel-ordre-mondial/

5-5 Louis Denghien : ONU : la mascarade continue !

C'est suite à une proposition pressante des Etats-Unis, de l'Union Européenne et de quatre pays arabes dont trois au moins sont connus pour leur intransigeance en matière de libertés démocratiques – Arabie Saoudite, Koweit, Qatar, Jordanie – que le Conseil des droits de l'homme de l'ONU a accouché mardi 23 août d'une résolution demandant la création d'une commission d'enquête internationale indépendante sur les « *violations des droits de l'homme en Syrie*« .

Harcèlement américano-onusien

C'est donc l'énième épisode d'un feuilleton politico-diplomatique qui s'étire depuis l'échec, courant juillet, du projet de résolution franco-euro-américain destiné à faire condamner Damas par le Conseil de sécurité. On se rappelle peut-être que les mêmes avaient obtenu une « condamnation » symbolique, par le Conseil de sécurité, du gouvernement syrien, invité à cesser les violences contre les manifestants (*voir notre article « ONU : Tout ça pour ça« , mis en ligne le 4 août).*
Mais pas question pour l'axe Washington-Paris-Londres-Bruxelles d'en rester là : ne pouvant obtenir l'essentiel – la résolution anti-syrienne du Conseil de sécurité – les « alliés » multiplient menaces verbales, pressions diplomatiques et sanctions économiques (*voir notre article « Les Occidentaux ne renoncent pas… les Russes non plus« , mis en ligne le 22 août*) ; et en ce qui concerne la diplomatie, c'est visiblement l'ONU et son obligeant secrétaire général, Ban Ki-moon, qui sont chargés de donner un nouveau souffle à l'offensive anti-syrienne : après donc le vote début août de cette « condamnation » à vrai dire sans effets, après la constitution d'une « *commission d'enquête* » accouchant d'un « *rapport* » envisageant la possibilité d'une condamnation de Damas pour « *crimes contre l'humanité*« , et prévoyant l'envoi d'une « *mission humanitaire* » sur place, après la menace d'une saisine de la Cour pénale internationale, c'est donc cette commission d'enquête, beaucoup plus internationale qu'indépendante, qui est chargée de poursuivre l'instruction à charge contre la Syrie et son gouvernement. Naturellement le dossier est surtout plein des allégations toujours invérifiables et très souvent mensongères de l'opposition, qui continue d'asséner ses bilans truqués – 2 200 morts civils – et de dresser de la société syrienne un tableau apocalyptique qui ne manque pas d'étonner la plupart des étrangers se rendant sur place, pour ne pas parler de la masse des Syriens eux-mêmes. La haut-commissaire des Nations-Unies aux droits de l'homme, Mme Navi Pillay, parlait ainsi, lundi 22 août, d'utilisation de « *l'artillerie lourde* » par l'armée syrienne contre les opposants, ces opposants qui avaient déjà prétendu, via l'OSDH, que la marine de guerre syrienne avait pilonné le quartier d'al-Ramel à Lattaquié. **On peut donc dire que cette commission d'enquête a déjà prononcé ses conclusions, avant même que de se rendre en Syrie.** Conclusions qu'elle remettra, qu'on se le dise, à Ban Ki-moon « fin novembre » : de quoi collationner un maximum d'informations exclusives – et pour cause – auprès de l'OSDH et des opposants à téléphone portable.

Quand Ban Ki-moon met l'ONU à l'heure de l'OTAN

On a déjà écrit ici que l'ONU, sous le « règne » de Ban Ki-moon, semble s'être transformée en « chambre d'enregistrement » des directives géopolitiques américaines et associées : les mêmes qui n'ont pas mots et de textes assez durs contre Bachar al-Assad, Ahmadinejad ou Kadhafi sont d'une discrétion de violette démocrate sur les régimes du roi Abdallah et des émirs du Golfe, sur la répression

de la révolte au Bahrein ou au Yémen, ou sur les violations répétées des résolutions de l'ONU sur la colonisation et la répression israélienne dans les Territoires occupés, ceux qui réclament une transition démocratique immédiate en Syrie sont moins impétueux en ce qui concerne la création officielle d'un Etat palestinien. C'en est au point qu'on serait tenté de dire qu'un Etat ou un dirigeant condamné ou sermonné par l'ONU sont à coup sûr des Etats, des dirigeants libres, non alignés sur le Nouvel Ordre Mondial. **Le « machin » jadis moqué par De Gaulle est vraiment devenu « la chose » de la Maison Blanche, du Département d'Etat et du Pentagone : l'ONU, qui n'autorise rien contre Israël, a déjà donné son « feu vert » à l'OTAN contre l'Irak, la Yougoslavie, la Libye – quitte à laisser « élargir » quelque peu, dans ce dernier cas, la mission initiale**. Et s'il n'y avait la Russie, la Chine et quelques autres, elle aurait dit « go ! » au G.i.'s pour se ruer sur la Syrie et l'Iran.
Faysal Khabbaz Hamoui, représentant de la Syrie auprès des Nations-Unies, n'a pu que dénoncer « *le langage utilisé dans le projet de résolution (…) odieux* » et qui ne fera que prolonger la crise en Syrie. Tout en soulignant le caractère politique « *à 100%* » de la résolution, le diplomate a confirmé, mardi 23 août, que son gouvernement autoriserait néanmoins la mission du Haut-commissariat aux droits de l'homme « *aussitôt que l'enquête indépendante syrienne aura terminé ses propres investigations*« . Et ceux qui ricanent déjà à propos de l'indépendance des enquêteurs syriens devraient éclater d'un rire franc relativement à l'indépendance des employés de Ban Ki-moon !
Louis Denghien,
le 23 août 2011
http://www.infosyrie.fr/actualite/onu-la-mascarade-continue/

---

6 Annexe

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

6-1 Mohamed Bouhamidi : Aggravation des menaces guerrières du capitalisme.

Par une espèce d'ironie, chaque prise de position des démocrates-modernistes algériens sur une question arabe coïncide totalement avec les points de vue des monarchies du Golfe ou du régime égyptien. C'est encore vrai aujourd'hui pour la Syrie. La colère des monarchies du Golfe et le rappel de l'ambassadeur saoudien nous parviennent comme l'écho de l'appel de l'expulsion de l'ambassadeur syrien formulé par M. Bouchachi et sa nébuleuse à l'intérieur de la Ligue des droits de l'Homme. Nos démocrates pleuraient en 2008 «les Palestiniens pris en otage par le Hamas» pendant qu'Israël bombardait Ghaza. Cette position recoupait tout à fait les postions du régime égyptien et celles des pays du Golfe qui nous poussait à croire que le Hamas travaillait plus pour son allié l'Iran que pour la Palestine. On connaît aujourd'hui l'ampleur des connivences entre Israël frappant un «allié de l'Iran» et ces pays du Golfe et nous sommes, aujourd'hui, carrément abasourdis de découvrir la profondeur insoupçonnée des complicités secrètes entre Israël et ces pays du Golfe. Plus tôt en 2006, il apparaissait clairement que l'agression israélienne contre le Liban avait le soutien appuyé de ces mêmes pays du Golfe. Au Liban aussi, il fallait frapper une «base de l'Iran». Nos démocrates ont suivi cette ligne, le Hezbollah représentant pour eux la quintessence de l'islamisme dans sa version iranienne de surcroît. Ils ne trouvèrent aucune gêne – aujourd'hui non plus – à s'aligner sur le wahhabisme. L'échec patent d'Israël et du plan américain de balayer le Hezbollah en deux semaines – c'était quelques jours pour l'Etat libyen – puis l'adhésion populaire fantastique à la résistance libanaise et à la figure de son chef ainsi que la mobilisation des opinions européennes avaient obligé les Américains à différer leur «chaos créateur» par crainte de voir ce chaos se retourner contre eux. C'est pourquoi avec Freedom House ils ont organisé la rencontre des ONG arabes d'Amman entre le 17 et le 19 juin 2007, puis celle du Danemark pour tracer une nouvelle feuille de route qui ferait «émaner» des sociétés arabes elles-mêmes la demande «d'ingérence démocratique et/ou humanitaire». La demande d'expulsion de l'ambassadeur syrien est donc dans la droite ligne de la feuille de route d'Amman, affinée au Danemark. Dans un texte à la logique implacable, Ahmed Halfaoui a démonté cette compassion à double vitesse. Combien d'Algériens connaissent l'existence de cette feuille de route pour se faire démocratiquement et en toute

connaissance de cause une idée des sources d'inspiration de ces indignations à géométrie variable et combien d'Algériens savent que de Amman ces ONG arabes sont sortis avec une feuille de route intitulée : «Planification stratégique pour les réformes démocratiques» ? Révisons nos connaissances en français pour saisir pleinement le sens de ces termes de «planification» et de «stratégie» et tout ce que cela implique de suivi des étapes dans l'art de gagner les guerres auquel se réfère le document sorti de Amman. Combien le savent pour situer exactement dans le cadre de la planification générale et à long terme la valeur et la fonction exacte de ces prises de position à l'intérieur de l'ensemble du plan ? Rappelons quand même que cette réunion d'Amman a suivi l'échec d'Israël au Liban et visait à frapper en premier lieu la Syrie. Il fallait absolument séparer la Syrie de l'Iran. Deux candidats étaient en course : les Français et les Turcs. Chacun avec sa méthode. Ils étaient à leur manière deux carottes différentes au milieu desquelles s'est glissée la cagnotte saoudienne. Les Américains devaient juger du meilleur exécutant – c'est encore le cas pour la Libye et pour l'élargissement de la guerre à l'Iran – mais eux gardaient bien levé leur bâton combiné à des promesses creuses mais surtout à des préparations secrètes qui ont abouti à l'infiltration à partir de l'Irak et de la Jordanie de groupes armés qui ont enveloppé la colère des Syriens dans les orientations mortifères des groupes animés par las Saoudiens. Séparer de gré ou de force la Syrie de son allié iranien. Par la carotte, cela n'a pas marché malgré l'invitation de Bachar El Assad à un défilé du 14 juillet. Cela ne vous rappelle-t-il pas le tapis rouge pour Kadhafi ? Cela devrait surtout servir d'avertissement pour les dirigeants algériens sur la duplicité des dirigeants occidentaux, singulièrement les Anglais et les Français. La trahison, le faux semblant, les flatteries soporifiques ne sont jamais loin du coup bas et du coup en traître. N'ayant pas obtenu le divorce syro-iranien par la carotte, les USA passent à l'usage de la subversion. La colère saoudienne ressemble à la rage de William Hague devant la résistance du peuple libyen. C'est finalement cette résistance du peuple libyen qui a rendu impossible la mission de la CNCD en Algérie et impossible de maquiller les visées réelles des Américains et des sionistes et de leurs alliés du Golfe dans la manipulation syrienne pour préparer la guerre contre l'Iran, alors que les opinions musulmanes ont été si bien «travaillées» qu'elles trouvent aujourd'hui, massivement, les chiites pires que le diable lui-même ! Le royaume saoudien est en colère et il gronde devant les difficultés de la mise en œuvre d'un encerclement de l'Iran et de son attaque par le flanc syrien, le flanc irakien étant sérieusement miné par les Iraniens. L'appel d'Alger est dans cette dynamique de l'agression. C'est à la fois une pression sur le gouvernement algérien qui refuse de marcher dans cette combine. C'est aussi un message des Américains et une de leurs menaces pour l'empêcher d'agir contre eux à défaut de l'avoir avec eux. C'est enfin l'offre d'une caution arabe qui tardait à venir (alors qu'elle avait été si promptement offerte par Amr Moussa pour attaquer la Libye). Au même moment que notre «nébuleuse Ligue des droits de l'homme» s'indignait, les pays du Golfe offraient cette caution arabe qui manque aux Etats-Unis et ses vassaux de l'Otan pour dépasser l'obstacle russe et chinois sur leur route pour l'agression. Non seulement les Russes resteront un dur morceau à avaler dans l'exécution de ce plan parce qu'ils tiennent à leur base navale syrienne, mais ils se font déjà un devoir de prévenir sur les vrais buts de guerre de cette guerre civile créée par les Euro-Américains en Syrie comme celle qu'ils ont créée en Libye, même si en Syrie les bases de la contestation sont réelles mais pas forcément séduites par les sirènes euro-américaines.Sans le moindre effort – en tout cas sans vrai effort – vous pouvez trouver une demi-douzaine de sites très sérieux qui reprennent les documents américains qui détaillent les cibles inscrites au bout de leurs canons dans des textes officiels américains. Les régimes qui se montrent réticents à un alignement sans murmure sur les positions américaines et hésitent à se soumettre sans retard aux désirs des Etats-Unis doivent tomber d'une façon ou d'une autre. La méthode s'est plutôt sophistiquée depuis l'invasion de l'Irak en matière de maîtrise globale de l'information, des médias, des termes et du vocabulaire, etc. mais aussi, et surtout, en matière de mise en scène avec tout au-devant «la demande indigène d'ingérence». Combien de fois les bouches criminelles des dirigeants occidentaux n'ont-elles pas seriné que l'Otan bombarde avec l'assentiment des Arabes et à leur demande et avec leur participation ? Dans la liste de ces pays récalcitrants, vous trouverez en tête la Syrie pour son alliance avec l'Iran et pour ses liens avec le Hezbollah qui rendent plus difficile la guerre programmée contre l'Iran. Vous trouverez aussi la Libye et l'Algérie. Le paquet devait être livré «au changement démocratique» dans le même mois de février avec les CNT algériens et libyens et l'entrée en action des groupes wahhabites en Syrie. Cela n'a pas marché. Les palans américains marchent de moins en moins, hormis en Irak où il faut admettre qu'ils ont mis le paquet : une coalition des plus grandes puissances militaires mondiales contre un régime miné de toutes parts. Dans ce plan l'Algérie

leur paraissait déjà comme un morceau un peu difficile. La résistance du peuple libyen avec la mémoire tout de suite retrouvée de la lutte anticoloniale a refroidi leurs ardeurs, alors que leurs documents signalaient déjà le caractère incertain, voire aventureux d'une attaque frontale contre notre pays. Il leur reste tout au plus l'aide de la nébuleuse d'un président fictif de la Ligue des droits de l'Homme puisque le président légal s'appelle Hocine Zahouane.
Ces nouveaux développements à propos de la Syrie jettent une nouvelle lumière sur la guerre de reconquête coloniale faite à la Libye. Mais le contexte de l'accélération des manifestations de la crise qui frappe le capitalisme aggrave les inquiétudes. La tactique des Euro-Américains «du sauve-qui-peut», couplé au «faire-n'importe-quoi» pour donner à leurs opinions l'illusion d'une action positive dans un tableau toujours plus sombre, ne marche pas non plus. La confrontation avec la Chine ne peut plus attendre le renforcement du pôle des BRICS et l'enlisement dans des guerres périphériques d'encerclement par l'Iran, le Pakistan, l'Afghanistan et par le choix d'une guerre sur le continent africain. Les dirigeants des grands pays capitalistes connaissent tout à fait la profondeur et la gravité de cette crise. Ils n'ont aucun moyen, hormis la guerre mondiale, d'y faire face. Il est temps de se demander si la troisième guerre mondiale va ressembler aux deux premières et si ses prémices ne sont pas déjà en œuvre dans cette balkanisation du nord de l'Afrique et du Sahel. La guerre contre la Chine commence déjà par lui barrer les territoires conquis commercialement et pacifiquement dans nos contrées. La carotte du pétrole saoudien à bon prix contre un lâchage chinois de l'Iran ne semble pas non plus fonctionner correctement. Quand les Saoudiens essayaient de séduire les Chinois à la demande des Américains, la Chine engageait des investissements colossaux en Libye et gagnait une influence sans pareille pour les autres pays. C'était surtout cela la source de la guerre contre la Libye, combinée à d'autres facteurs bien sûr.
Mohamed Bouhamidi :
Jeudi 11 août 2011
Publié sur *La Tribune* s**ource : Ahmed Halfaoui**

6-2 Aline de Diéguez : Quelle est la bonne distance pour comprendre les évènements de Syrie ?

Dans la vaste fresque en quatre volumes de Lawrence Durrell intitulée le ***Quatuor d'Alexandrie***, quatre personnages (**Justine, Balthazar, Mountolive et Cléa)** racontent quatre fois la même histoire, mais vue à travers les sentiments de chacun des protagonistes, leurs intérêts privés et surtout une appréciation différente du sens des mêmes évènements politiques auxquels ils participent en fonction de la situation sociale qu'ils occupent dans la ville, ainsi que de leur degré de lucidité politique. De plus, chacun fantasme sur le rôle joué par les trois autres personnages dans cette épopée.
Imaginons la fresque que le grand romancier anglais pourrait écrire aujourd'hui s'il se lançait dans la rédaction d'un ***Quatuor de Damas***?
Quelle serait la bonne distance pour comprendre les évènements de Syrie?
Celle du diplomate anglais **Mountolive**, qui, du point de vue de Sirius, rappellerait l'histoire de la Syrie depuis les croisades et déroulerait logiquement les conditions géopolitiques *pro et contra* l'idée que la Syrie est victime d'une coalition étrangère? Il mettrait en évidence le rôle positif du pays dans son aide aux organisations de résistance libanaises et palestiniennes, l'asile généreux offert au chef de la résistance palestinienne, Khaled Meschaal, le refus d'imiter la Jordanie et l'Egypte en signant un traité de paix déshonorant avec Israël. Il remonterait aux conséquences de l'action du général Gouraud en 1919. Il énumèrerait les preuves des influences extérieures véhiculées par les grandes chaînes d'information télévisuelle qui déversent sur le Moyen Orient la vision occidentale du monde, notamment la chaîne qatarienne Al Jazzirah, la saoudienne Al Arabiyah ou l'irakienne Al Hurra devenues par un de ces miracles propres au Moyen Orient de vertueuses porte-paroles de la "Liberté" et de la "Démocratie", oubliant de jeter de serait-ce qu'un coup d'œil critique sur le degré de "Démocratie" des Etats qui les financent. Il insisterait fortement sur les funestes projets américano-sionistes de "*remodelage du Moyen Orient*" qui prévoient de dépecer le pays à l'égal du sort infligé à l'Irak en créant des micro-entités quasiment indépendantes et toujours prêtes à en découdre les unes contre les autres. Diviser pour régner, vieille règle toujours d'actualité.
Faut-il comme **Justine**, la maîtresse juive du narrateur demeurer le nez collé sur l'évènement et ne jouir d'une connaissance de la situation guère supérieure à celle de Fabrice sur la bataille de Waterloo dans la ***Chartreuse de Parme***? Pour cela, il suffit de se lamenter sur la "*violence*" des masses arabes et de

déplorer la "*disproportion*" des moyens utilisés par le pouvoir tout en insistant sur la nécessité pour tout Etat de "*rétablir l'ordre*" et de "*protéger les honnêtes citoyens*"?
Cléa, l'artiste, qui a ses entrées dans les allées du pouvoir et qui croit tout comprendre à partir des bribes qu'elle glane ici et là est-elle un meilleur juge? Il n'y pas de manifestants pacifiques, ces "*voyous*" dans les rues ne sont que des "*terroristes*" et des "*bandits armés*" déclarerait-elle haut et fort. D'ailleurs, ajouterait-elle, ces groupes de "*bandits*" sont armés par l'étranger. La preuve? Des va-nu-pieds très jeunes et visiblement drogués, que personne ne connaît dans les villages, sont équipés de téléphones satellitaires. Ce sont eux qui provoquent des carnages, les filment complaisamment avec leurs appareils ultra modernes et vendent à l'étranger des vidéos dégoulinantes de sang dont ils attribuent ensuite la paternité aux forces de l'ordre.
Quant à **Balthazar**, le militant de la Liberté et de la Dignité du peuple syrien, le révolutionnaire qui milite pour un changement radical de la politique de son pays, il refuserait la fatalité de la soumission des peuples arabes à des tyrans inamovibles et héréditaires ou à des théocrates obscurantistes. Il dirait que la Liberté et la Justice ne se marchandent pas et que les peuples arabes, trop longtemps opprimés par des potiches au service des colonisateurs, ou par des potentats tyranniques défendus par des gardes prétoriennes, ont le devoir de prendre place dans le grand courant révolutionnaire qui balaie tout le Moyen Orient, du Maroc à la Péninsule arabique. Le printemps arabe, affirmerait-il, a soufflé les miasmes de la "*guerre américaine contre le terrorisme*" et relégué le diable Oussama Ben Laden et son "*terrorisme*" opportunément inventé au rang des accessoires utiles à la main mise américano-israélienne sur les pays arabes. Nous sommes dorénavant libérés de ces chaînes et pouvons inventer votre futur, chanterait-il.
Le porteur d'espoir en l'avenir rappellerait quelques exploits particulièrement odieux du clan Assad, notamment les massacres de masse à Hama du père et du fils et le calvaire du camp palestinien de **Tar-el-Zataar** en 1976, au cours duquel furent massacrés quatre mille palestiniens avec la complicité des groupes libanais maronites et du général Aoun, rebaptisé aujourd'hui grand défenseur des Palestiniens. (*) Voilà, dirait notre militant, une vérité soigneusement occultée et que les partisans d'un régime syrien n'ont pas intérêt à sortir de dessous le tapis sous lequel il ont balayé cette réalité peu glorieuse de leurs héros, alors que les "*forces de sécurité*" au service du fils ressemblent comme deux gouttes d'eau à celles qui sévissaient du temps du père. Le militant pour la liberté des peuples sait que les grands vents de l'histoire finissent toujours par emporter les tyrans grands et petits, parce que ce sont toujours eux qui trahissent les intérêts de leur pays et aliènent la souveraineté nationale, alors que les peuples qui luttent pour leur propre liberté se battent d'un même élan pour la dignité et l'indépendance de leur patrie. L'Egypte en est un exemple particulièrement éloquent. Notre défenseur de la libération des nations montrerait que les généraux actuellement à la tête du pays des Pharaons et anciens complices de Moubarak, le représentant des priorités américaines au Moyen Orient, sont aujourd'hui contraints, *volens nolens*, par une foule plus patriote que ses dirigeants, d'infléchir à 180° la politique de l'Egypte à l'égard du régime sioniste et de refuser l'humiliation de l'abaissement d'une grande nation devant un petit cyclope agressif.
Le point de vue d'où l'on parle est capital, car c'est lui qui donne son sens au regard, donc aux évènements.
L'arrière-monde géopolitique est certes la grande scène du théâtre sur lequel se joue aujourd'hui la pièce qui conditionne l'avenir de la Syrie, mais rien n'est intelligible si l'on ne remonte pas à l'origine du déclenchement des mouvements populaires actuels, devenus émeutes au fil des semaines. **On voit alors que la cause profonde de ces évènements est avant tout syrienne** et je vais tenter de le démontrer.
Le 25 juillet 2011, le gouvernement syrien a adopté un projet de loi autorisant enfin le multipartisme afin de "**permettre l'alternance du pouvoir**" en Syrie. Que voilà une grande nouvelle! Comment appelle-t-on un pays dans lequel l'alternance du pouvoir était **interdite**? Une monarchie absolue ou une dictature.
En **février 2011**, un Bachar El Assad , sûr de lui, affirmait que la Syrie était à l'abri des mouvements qui secouaient alors la Tunisie et l'Egypte en raison, disait-il, d'une politique étrangère "*honorable*". Il se vantait de sa non soumission à l'axe américano-sioniste. Bachar aurait dû mieux connaître l'histoire en général et son peuple en particulier. Il aurait alors compris qu'une politique étrangère habile ne peut faire oublier une vie quotidienne de plus en plus insupportable qui génère une vraie et profonde demande de changement. Surtout il aurait dû savoir que la contagion de la révolte sociale et politique qui avait balayé

les inamovibles dictateurs de Tunisie et d'Egypte et embrasé Bahreïn et le Yémen, n'allait pas laisser la Syrie en dehors de l'incendie. Si Bachar avait été assez fin politique et avait étudié les révolutions françaises, il aurait su que l'esprit de révolution se propage comme une traînée de poudre et il aurait promulgué son projet de loi sur le pluralisme des partis le 25 février 2011 et non alors qu'il était déjà pris à la gorge. De plus, il aurait entrepris dare-dare les fameuses réformes annoncées depuis des lustres et jamais mises en pratique, et cela dès le début des mouvements politiques et sociaux en Tunisie sans attendre que le peuple se déverse dans les rues. Mais un pouvoir absolu rend aveugle et sourd. Gouverner, c'est prévoir.

Dès lors, comment s'étonner que les Syriens étouffent sous le trop long règne du père et du fils? Le peuple est peu accessible à des considérations de géopolitiques quand sa vie quotidienne devient de plus en plus difficile et qu'il a l'impression d'être oublié du pouvoir pendant que prospère une frange aisée de commerçants et de notables de la capitale et des grandes villes? Comme tous les peuples de la terre le peuple syrien aspire à une plus grande justice sociale. De plus, il est dégoûté par une corruption généralisée et il étouffe sous la poigne de fer des services sécuritaires omniprésents hérités du père. Un parti unique, le Baas, représentant une petite tribu et un mouvement religieux particulier et minoritaire, les Allaouites, détient tous les leviers du pouvoir depuis un demi-siècle.

Un des réels avantages de la démocratie, c'est que les maffieux et les corrompus de tout poil ne peuvent s'enkyster durablement dans les tuyaux du pouvoir. La corruption a besoin de la durée pour établir ses réseaux et se "*légitimer*". Or, comme en Tunisie avec les familles Ben-Ali-Trabelsi ou en Egypte avec celle des Moubarak, la famille proche et élargie des Assad était devenue une véritable horde de termites gloutonnes encore plus voraces et plus rapaces s'il se peut depuis que la lutte contre la corruption avait été seulement évoquée.

Le peuple n'est pas amnésique. Il courbe l'échine un temps sous le fouet d'une répression impitoyable, mais il n'oublie pas les massacres, la corruption et l'immoralité du clan au pouvoir et un régime policier insupportable. Tous ces facteurs de mécontentement réunis étaient plus que suffisants pour que la rue syrienne soit encouragée à imiter les révoltes tunisienne et égyptienne et veuille, elle aussi, jouir du grand vent de liberté que portait l'espérance du "*printemps arabe*".

Car les Assad et leur parti militaro-religieux héréditaire sont au pouvoir depuis 1963. Il suffisait d'un prétexte ou d'une étincelle pour mettre le feu au pays. Point n'était besoin d'un complot. Quand le peuple est dans la rue, tout est toujours trop peu et trop tard. Le temps des réformes est passé. On entre dans le temps de la révolution.

L'aspiration à la justice et à la liberté sont "*totalitaires*" au sens où le peuple veut tout et tout de suite et aucune considération de géopolitique ou de prudence n'a de prise sur les demandes d'un peuple en colère, de plus en plus exigeant au fil des répressions et des capitulations du pouvoir. Sur une vingtaine de millions d'habitants, il n'était pas impossible de rassembler un million de sympathisants du régime en place autour d'un gigantesque drapeau. Issus principalement de la classe moyenne de Damas et d'Alep, chouchoutée par le pouvoir, ils crient leur amour pour leurs dirigeants tout en défendant leurs privilèges. Mais aucune conspiration extérieure n'est en mesure de jeter dans les rues de toutes les autres villes du pays, depuis six mois, jour après jour, les centaines de milliers de manifestants les plus pauvres et les plus revendicateurs: les innombrables laissés- pour-compte qui font les révolutions.

Aucune révolution ne se fait pour des motifs géopolitiques et aucun motif géopolitique n'empêche un peuple qui revendique plus de liberté politique, plus de justice sociale, plus de considération, plus de libertés individuelles, plus de morale de la part des dirigeants, de crier sa colère. La Tunisie et l'Egypte servant de modèles, les Syriens ont emboîté le pas à ces prédécesseurs. Toutes les grandes révoltes populaires sont avant tout des "*révolutions du pain*" et des "*révolutions de la dignité*".

A quoi servait la pléthore de forces de police, de sécurité ou de contre-espionnage sans compter une armée de composition tribale et dévouée au pouvoir, si tous ces organes de répression se sont révélés incapables de localiser au préalable et de maîtriser ensuite quelques groupes marginaux violents sis aux frontières, dénoncés aujourd'hui par le pouvoir comme sources du complot? Aucune manifestation de masse n'est exempte de troubles violents qui parasitent les cortèges pacifiques, comme on l'a vu récemment en Angleterre ou comme cela se produit régulièrement en France. On se souvient de l'embrasement des banlieues françaises en 2005. Les documents de Wikileaks avaient alors révélé l'ampleur de manipulations secrètes américaines en direction des "*minorités visibles*", c'est-à-dire, pour parler sans langue de bois, les Maghrébins et les Africains noirs, par opposition, je suppose, aux

"*minorités invisibles*", qu'on évite pudiquement - ou prudemment - de nommer. Mais ces manipulations n'étaient en aucun cas les déclencheurs des mouvements.
Plus l'Etat réprime, plus des groupes minoritaires violents s'agrègent au mouvement revendicatif initial, se radicalisent et accroissent la confusion générale. La spirale diabolique d'une répression de plus en plus sanglante est enclenchée, au point que dans le port de Lattaquié, le pouvoir syrien n'a pas hésité à masser des milliers d'opposants - dont un grand nombre de Palestiniens - dans le stade de la ville et à bombarder la foule à partir de navires de guerre. Le symbole de Pinochet plane sur la ville martyrisée.
Par la force des choses, d'innombrables circonstances intérieures sont sources de mécontentement et peuvent être qualifiés de "*complots*": retour d'Irak des Syriens sunnites salafistes qui cherchent à en découdre avec les alaouites chiites qui monopolisent le pouvoir depuis plus d'un demi-siècle, luttes intestines entre tribus, rivalités entre mouvements religieux accusés d'être manipulés tantôt par l'Iran, tantôt par le pays des Saoud, tantôt par la Turquie, tantôt par les Etats-Unis, tantôt par les sionistes, tantôt par la France. La présence de notre ambassadeur et de celui des Etats-Unis dans un cortège accrédite ce point de vue. Mais il s'agit d'une simple péripétie théâtrale et m'as-tu-vuiste, bien digne de notre politique étrangère en lambeaux.
Il faut savoir que les manipulations souterraines sont une donnée permanente des relations entre Etats qui depuis toujours entretiennent des armées d'espions et d'agents d'influence plus ou moins occultes dont le complot est le métier. Il suffit de lire les mémoires de Talleyrand pour s'en convaincre.
Tout cela augmente la confusion générale, mais **seul un corps social et politique malade permet aux influences parasitaires parallèles de prospérer. C'est faire injure aux Syriens de considérer qu'ils sont assez stupides pour accepter de se soulever, de braver une dure répression depuis six mois et de mourir pour l'Iran, pour l'Arabie ou pour tel ou tel exilé, marionnette des Américains.**
Quand la foule brocarde le pouvoir en chansons dans les défilés, la situation des dirigeants devient périlleuse. On se souvient du "*Ah ça ira*".
"Bachar tu n'es pas des nôtres.
" Prends ton frère Maher, et lâche-nous
"Prends le parti Baas avec toi et prends la porte, il y a la liberté qui y frappe
"Maher, idiot, agent des Américains, le peuple syrien tu ne le soumettras pas.
"Bachar, le sang des martyrs n'est pas bon marché,
"Le feu que Dieu a allumé dans nos cœurs emportera le système et châtiera les criminels.
" Allez dégage Bachar."
Entre chaque couplet la foule de Hama reprenait le refrain:
"Yallah irhal ya Bachar" ("Allez dégage Bachar!").
On remarquera que la foule reproche au pouvoir son pro-américanisme. N'est-ce pas paradoxal, alors que Bachar se vantait précisément de ce que l'anti-américano-sionisme représentait son succès principal? Est-ce là une forme de lucidité du peuple qui ne s'en laisse pas compter devant les fanfaronnades du pouvoir? Il est des humiliations que le peuple ressent plus profondément que ses dirigeants. Je pense au bombardement des installations militaires par l'aviation israélienne entrée dans le pays comme dans un moulin. Quand les forces de sécurité sont principalement acharnées à contrôler leurs propres citoyens, la surveillance des frontières laisse nécessairement à désirer. Au lieu de nous harceler, l'armée ferait mieux de chercher à récupérer notre province du Golan, pense le peuple, qui n'est pas dupe du silence remarquable du pouvoir sur la construction de trente colonies juives sur les terres annexées et sur l'expropriation massive des concitoyens arabes syriens.
En effet, la Syrie est restée bien sage face à Israël et s'est surtout attachée à empêcher les réfugiés palestiniens de harceler l'Etat sioniste à partir de ses frontières. Elle n'a autorisé leur sortie qu'au moment de la commémoration de la Nakba, mais sans les protéger, si bien qu'elle a permis à la soldatesque israélienne de se livrer à un véritable tir au pigeon et de provoquer le carnage dont ils sont coutumiers.
C'est pourquoi l'Etat hébreu s'est plutôt bien accommodé de Bachar et de son régime répressif. Un pouvoir fort à ses frontières, même s'il s'affiche comme hostile en paroles, lui convient parfaitement. Seule la démocratisation du monde arabe lui fait peur, car elle seule est porteuse de principes et d'exigences universels et se révèle donc lourde d'incertitude et de dangers. Car, Israël a horreur des principes universels et revendique une "*morale*" particulière - une immoralité, dirons-nous - qui lui permet de poursuivre le vol et la colonisation des terres, l'emprisonnement et l'assassinat d'autant de Palestiniens qu'il le juge bon sans qu'aucune instance internationale s'avise d'y mettre le holà.

Le pouvoir syrien ne s'y est pas trompé. L'auteur de la chanson brocardant le régime a été assassiné. Egorgé.
Alep et surtout la capitale, Damas, demeurent toujours fidèles au pouvoir en place. Pour l'instant, la révolte est cantonnée aux grandes villes de province, ce qui n'est pas suffisant pour assurer le triomphe rapide d'une révolution.
L'avenir nous dira si la "*révolution du pain et de la dignité*" réussira à entraîner le pays tout entier et à renverser les structures politiques dictatorialo-archaïques du régime, si elle évoluera en guerre civile ou en guerre religieuse, ou bien encore si le pouvoir parviendra à à écraser l'authentique révolte populaire et à neutraliser les groupuscules qui polluent les manifestations pacifiques.
Le plus probable est que dans l'immédiat le régime syrien se cramponnera à un *statu quo*, avec l'idée que réformer sous la contrainte de la rue serait faire preuve de faiblesse. Quand il n'y a plus de bonne solution, le drame n'est pas loin. Car à un certain degré de pourrissement de la situation le poids des victimes de la répression est trop lourd pour qu'un retour en arrière qui permettrait au régime de se re-légitimer à l'intérieur et à l'extérieur des frontières, soit possible, si bien qu'il se résolve à réformer ou qu'il continue à réprimer et à massacrer, l'auto-suicide du pouvoir est assuré à long terme.
(*) Voir : Chahid Slimani : ***La vérité sur les Assad et les autres girouettes, Michel Aoun et tutti quanti***
Aline de Diéguez
Mardi 23 Août 2011
http://chahidslimani.over-blog.com/pages/Chahid_Slimani_La_verite_sur_les_Assad_et_les_autres_girouettes_Michel_Aoun_et_tutti_quanti-5615613.html
http://aline.dedieguez.pagesperso-orange.fr

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières,les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.
" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19